Vol 11 # 47 • Du 30 mai au 5 juin 2018 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Solidarite ak Julian Assange

Page 6

English Page 9

LA PNH SOUS LE CONTRÔLE DU POUVOIR !



Voir page 4

La PNH sera maintenant sous contrôle absolu du Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN), puisque le directeur ne peut par lui-même prendre aucune décision qui ne soit pas approuvée par le Conseil.



L'imposition des États-généraux à la nation peut-elle contribuer à résoudre les problèmes polymorphes auxquels elle est confrontée?

Page 7

JOVENEL MOÏSE À TAIWAN: COMMENT LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ACHÈTE À NOUVEAU HAÏTI



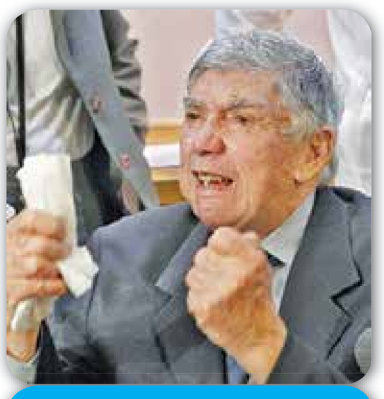
Voir page 4

Le voyage de huit jours de Moïse à Taïwan, où il a été fêté par des banquets, un salut de 21 coups de canons, des défilés en grande pompe et une cérémonie du président du ROC Tsai Ing-wen



Cuba dénonce la politique US et réaffirme le rôle de la Révolution : Entretien avec Luciano Vasapollo !

Page 10-11



Le Bin Laden d'Amérique latine est mort !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Quelle opposition, pour quel l'Etat ?

Par Berthony Dupont

L'évolution de la situation politique au cours de ces dernières semaines montre que le secteur dénommé « Rassemblement du secteur démocratique et populaire » est en train de fourbir ses armes sans doute dans une certaine conférence nationale, parallèle à celle des Etats généraux sectoriels du régime, de façon à lancer prochainement une mobilisation.

Il opérait discrètement dans les coulisses et est même parvenu à une position conjoncturelle négociée, c'est-à-dire un compromis, attendant maintenant comme cadeau que le régime augmente le prix du carburant qui révoltera sans aucun doute le peuple. Ainsi, il en profitera pour se relancer dans un mouvement qu'il qualifie de « changer le système » de façon à repartir le pays sur de nouvelles bases.

De belles paroles, certes, mais tel n'est pas le cas dans la réalité, puisque l'angle sous lequel il envisage les nouvelles manœuvres n'est guère différent puisque cette opposition est un amalgame de partis à options ouvertement pro-occidentales assorties d'une démagogie populiste et électoraliste de tous les instants.

Reste maintenant à savoir si ces luttes souhaitées par le secteur qui se déclare démocratique et populaire apporteront la solution aux revendications réelles des masses populaires en lutte dans le pays. Peut-il résoudre la contradiction principale qui oppose le peuple haïtien à l'impérialisme?

A entendre les opinions de certaines personnalités de ce courant, on peut déduire tout bonnement les limites de cette entreprise. Ce partenariat de candidats à la présidence n'arrivera jamais à galvaniser les masses populaires ni à placer sur la défensive le gouvernement réactionnaire de Moïse/Lafontant. Leur irresponsabilité première se manifestera par l'absence tout d'abord d'une véritable indépendance politique et économique de la plupart de ces acteurs déjà sous l'influence dominante de l'USAID et ensuite des classes dominantes exploiteuses du pays.

On ne peut pas construire un mouvement populaire sans avoir le courage de réconforter les masses trahies, désorientées et démobilisées, sans leur dire au moins un peu de la vérité. Et la triste vérité, c'est que cette opposition ne croit pas vraiment dans la force populaire. Elle s'organise mais cela ne signifie pas qu'elle le fait pour assurer le bien-être des masses ouvrières et paysannes. C'est ce qui explique à l'heure actuelle, qu'elle lui manque bien de slogans, d'idées et même d'imaginations. Ce secteur n'a même pas entendu que les travailleurs de la sous-traitance revendiquent un salaire de 1000 gourdes depuis le 1er mai, jour des travailleurs. Alors que c'est l'unique mouvement, s'il est organisé, qui peut modifier fondamentalement l'équation politique, influencer l'équilibre des forces de classes. Seule la lutte des travailleurs unis possède actuellement les moyens de résoudre la grande contradiction de classe qui ravage le pays au bénéfice hégémonique de l'élite macouto-bourgeois dirigeant le pays.

A ce compte, tout citoyen conscient et conséquent, dans les conditions où le pays se retrouve, se doit de pousser un cri d'alarme devant les événements bouleversants qui se déroulent actuellement. Nous du journal Haïti Liberté, nous pesons nos mots car nous n'hésitons pas à écrire et à dire que les conditions dans lesquelles vivent les masses populaires sont un crime de guerre inimaginable.

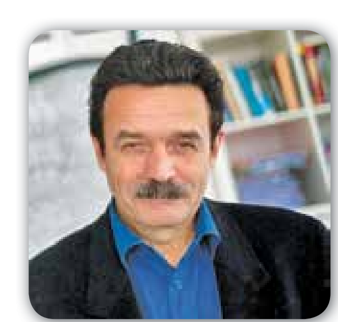
Cette opposition est une monstrueuse absurdité de persuasion, de propagande, de folie tendant enfin à perpétuer malgré son inadéquation de plus en plus évidente des inégalités sociales et inhumaines. En dépit de tout, elle refuse de comprendre la réalité de ses échecs flagrants pour essayer au moins d'en tirer des leçons. A considérer les actes criminels dans leur gravité et avec le maximum d'objectivité, on voit mal, en effet, en quoi consiste l'attente de cette opposition parasite, si ce n'est que des élections, encore des élections, toujours des élections. Elle espère déjà, si les élections auront lieu, qu'il ne lui faut pas leur laisser contrôler le Centre de Tabulation ; telle est leur véritable inquiétude. Ainsi, avec une telle opposition, une telle mentalité, comment pourrait-il en être autrement ?

Le constat est que rien n'a changé d'une constitution à une autre, d'une élection à une autre, d'un président à un autre. Sauf qu'un jour viendra, où la colère des travailleurs finira par éclater sous la direction d'un parti révolutionnaire qui seul pourra mettre un terme aux siècles de misère, de faim, d'exploitation et d'humiliation des déshérités du sort.

Le journaliste français Hervé Edwy Plenel prend position !

Invité d'honneur à participer à la 24e édition de livre en folie, et au cours d'une conférence de presse dans les jardins du MUPANAH pour le lancement de cette activité patronnée par le journal Le Nouvelliste, le journaliste fondateur de Mediapart a catégoriquement prend position contre son pays sur la question qu'en 1825, la France avait imposé à Haïti, de sorte qu'elle reconnaisse son indépendance après justement 21 années, une dette de 150 millions de francs estimée aujourd'hui à 21 milliards de dollars.

Le journaliste a déclaré tout bonnement que la France a une dette envers Haïti et qu'elle doit la rembourser, quel que soit les conditions ou les modalités.



Hervé Edwy Plenel

C'est une question de principe a-t-il insisté.

Le magistrat de l'Estère Sénèque Estimable retrouvé !

Tout le monde a été alerté par la disparition depuis quelques jours, soit le mercredi 22 mai 2018 du maire de la commune de l'Estère, Mr. Sénèque Estimable. Il a été porté disparu à Port-au-Prince où il était venu pour exécuter certaines transactions à la Banque de la République d'Haïti (Brh), et acheter une voiture selon des sources.

Le magistrat a été certes kidnappé à la rue des Miracles (Port-au-Prince) par des individus avec qu'il était en contact, à bord d'une voiture à vitres teintées, puis libéré le 28 mai dans une localité appelée « Chambrin », dans la commune de Croix-des-Bouquets, aux environs du Morne à Cabri. Il n'a pas été maltraité, mais s'est fait dépouillé d'une somme « d'au moins 100 000 gourdes » selon les affirmations de Samuel Madistin.

Cependant, cette libération est également un soulagement pour le maire adjoint Lucny Dorsilon, puisqu'il avait été accusé de la disparition du Maire titulaire. Il s'est dit réjoui de la nouvelle et demande à la justice haïtienne d'éclairer ce dossier.

Par ailleurs, dans le dossier du magistrat adjoint Thony Vernio tué la semaine dernière dans un accident, son épouse Georgeline Vernio accuse catégoriquement le maire Josué Alusma d'être responsable de la mort de son époux.



Le magistrat de l'Estère Sénèque Estimable

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions du ministère public et selon le vœu de la loi, la doctrine et la jurisprudence, le tribunal déclare recevable l'action introduite par François Saimbert, propriétaire, demeurant et domicilié au Canada identifié au numéro 001-264-740-1 ayant pour mandataire spécial et général Maitre Gesner ETIENNE du barreau de l'Anse à Veau ; octroie défaut contre les assignés Dieufaite Mystal et Charitèse Saimbert , demeurant et domiciliés à Orouck, troisième section de la commune de l'Anse à Veau selon le vœu de la loi 287du code de procédure civile ; ordonne le retrait successoral du terrain en question conformément à l'article 699 du code civil haïtien ; ordonne à la partie demanderesse de déposer le montant et les frais de la dite vente à la caisse de consignation (D.G.I) aux profits des prétendus acquéreurs Jean Robert Orsel et Natacha Bonheur représentés par Dieufaite Mystal ; commet Yves Saint Cyr huissier du tribunal civil de ce ressort pour la signification de cette décision.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Flaubert Leconte, juge en audience publique, et en ses attributions civiles du jeudi seize novembre 2017 à dix heures et cinquante-cinq minutes du matin en présence de Me Marie Claude Origène Nertilus Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du citoyen Johnny Jacquet greffier
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute de cette décision est signée par le Juge et le Greffier.
Pour expédition conforme collationnée
Johnny Jacquet, greffier
Me Gesner Etienne, avocat du barreau de l'Anse à Veau

DIVORCE ÉTRANGER

Le sieur Max Etienne, demandeur en divorce contre la dame Rose Micheline Maxy Etienne par conséquent le demandeur, demande à ce tribunal d'accorder un divorce pour cause de rupture irrémédiable, interdit au défendeur de restreindre la liberté individuelle du demandeur, de permettre au demandeur de reprendre l'ancien nom de Rose Micheline Maxy, tout autre allègrement cet honorable cour juge approprié daté 03-04-2017.
Me Marjorie LOISEAU, Av.

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions du ministère public et selon le vœu de la loi, la doctrine et la jurisprudence, le tribunal déclare recevable l'action introduite par François Saimbert, propriétaire, demeurant et domicilié au Canada identifié au numéro 001-264-740-1 ayant pour mandataire spécial et général Maitre Gesner ETIENNE du barreau de l'Anse à Veau ; octroie défaut contre les assignés Dieufaite Mystal et Charitèse Saimbert , demeurant et domiciliés à Orouck, troisième section de la commune de l'Anse à Veau selon le vœu de la loi 287du code de procédure civile ; ordonne le retrait successoral du terrain en question conformément à l'article 699 du code civil haïtien ; ordonne à la partie demanderesse de déposer le montant et les frais de la dite vente à la caisse de consignation (D.G.I) aux profits des prétendus acquéreurs Jean Robert Orsel et Natacha Bonheur représentés par Dieufaite Mystal ; commet Yves Saint Cyr huissier du tribunal civil de ce ressort pour la signification de cette décision.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Flaubert Leconte, juge en audience publique, et en ses attributions civiles du jeudi seize novembre 2017 à dix heures et cinquante-cinq minutes du matin en présence de Me Marie Claude Origène Nertilus Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du citoyen Johnny Jacquet greffier
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute de cette décision est signée par le Juge et le Greffier.
Pour expédition conforme collationnée
Johnny Jacquet, greffier
Me Gesner Etienne, avocat du barreau de l'Anse à Veau

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré aux vœux de la loi et sur les conclusions conformes du ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur René BALTHAZAR en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi premier décembre deux mille dix-sept contre la dame née Sybille BERTRAND; admet le divorce des époux René BALTHAZAR, la femme née Sybille BERTRAND pour injures graves et publiques ; fait prévu à l'article 217 du Code Civil Haïtien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'épouse; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Delmas de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; compense les dépens vu la qualité des parties ; commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification de ce jugement.
Rendu de nous Gerty Léon ALEXIS, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince en audience civile, publique et ordinaire du vendredi seize mars deux mille dix-huit, en présence du substitut Commissaire du Gouvernement Me Amenaide Pascale RAYMOND, faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.
Ainsi signé : Gerty Léon ALEXIS juge et Jean Serge Duvert greffier
Pour expédition conforme collationnée
Le Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après en avoir délibéré au vœu de la loi, se déclare compétent pour connaitre l'action intentée par les requérants ; maintient le défaut octroyé à l'audience du mardi six mars deux mille dix-huit contre les nommés: Justène ainsi connu, Rodrigue Duccé Amécia, Fifie ainsi connue, Laïza Fanésie, Hélène Gaspard , Marie Kerna Jolibois, Licette Vicière et Frédo Joseph ; ordonne leur expulsion de la propriété des requérants qu'ils ont accaparée de leur propre autorité ; accorde sur le chef, l'exécution sans caution de la présente sentence ; condamne les défendeurs solidairement à payer aux demandeurs la somme de dix mille gourdes à titre de dommages intérêts en réparation des dommages injustement causés aux demandeurs ; commet l'huissier Modelaire Déjonc de ce siège pour la signification de la présente sentence ; condamne les défenseurs aux dépens du présent jugement.
Donné de nous, Me Romélus Jean Tatho, Av, juge en audience ordinaire, civile et publique du mardi six mars deux mille dix-huit, An 215e de l'Indépendance, avec l'assistance de Me Jean Phael Etienne greffier en chef, soussignés.
Il est ordonné, etc...
En foi de quoi, etc...
Pour copie conforme collationnée

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal sur les conclusions conformes du ministère public, représenté à la barre par Me Joseph Denis GERARD, substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, maintient le défaut requis et déjà octroyé à l'audience du jeudi premier février deux mille dix-huit contre la dame née Céliane ADY pour faute de comparaitre ; pour le profit accueille favorablement l'action en divorce introduite par le citoyen Eddy SAINT-VIL pour être juste et fondée et en conséquence prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les susdits époux pour les causes sus énoncées et aux torts exclusifs de l'épouse défaillante; en outre renvoie le requérant par devant à l'officier de l'Etat Civil de Saint Louis du Sud pour la rédaction de l'acte de divorce et la transcription du dispositif de cette décision sur les registres destinés à cet effet ; compense les dépens en raison de la qualité des parties ; commet l'huissier Patrick HENRY de ce siège pour la signification de cette décision.
Ainsi jugé et prononcé par nous Louis Fils Joseph, juge en présence de Me Joseph Denis GERARD, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort en audience publique, et en ses attributions civiles ordinaires et de divorce et avec l'assistance du citoyen Jean Claude Novembre greffier du siège, de ce jour jeudi huit février deux mille dix-huit, An 215e de l'Indépendance.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.
Collationnée pour expédition conforme à la minute

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen et sur les conclusions conformes du ministère public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à l'audience du neuf (09) février deux mille dix-sept (2017); pour le profit, déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce de la dame née Yvena ISIDOR d'avec son époux le sieur Kenel ROMAIN pour injures graves et publiques; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de Saint Michel du Sud de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier Morale Jean Pierre de ce tribunal pour la signification du présent jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Marideline PAUL , juge en audience civile, ordinaire et publique du vingt trois (23) février deux mille dix-sept (2017) en présence de Me Mesner ELISME Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du sieur Emmanuel DESIR, greffier du siège.
Il est ordonné... etc
En foi de quoi... etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusion du ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée; pour le profit, déclare fondée la dite action; admet en conséquence le divorce du sieur GUERLOT PAUL d'avec son épouse née LISE-MARTINE DANTES pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse; prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux; ordonne à l'officier de l'état civil de l'Arcahaie de transcrire sur ses registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; commet l'huissier CANAL GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; compense les dépens.
Ainsi jugé et prononcé par nous MARLENE BERNARD DELVA, juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt six février deux mille quinze, en présence de Me RONAL PIERRE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, et avec l'assistance du greffier JOSEPH PIERRE LOUIS.
Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.
Ainsi signé : MARLENE BERNARD DELVA et JOSEPH PIERRE-LOUIS
Pour expédition conforme collationnée
Le Greffier

Jovenel Moïse à Taiwan: Comment la République de Chine achète à nouveau Haïti ?

Par Kim Ives

Du 26 mai au 2 juin 2018, le président haïtien Jovenel Moïse et son épouse Martine Moïse ont dirigé une délégation de 30 personnes pour une "visite d'Etat" dans la province insulaire chinoise renégate de Taiwan, qui s'appelle la République de Chine (ROC).

Seuls 18 des 195 états du monde reconnaissent le ROC. Ce nombre était de 20 jusqu'au 1er mai, date à laquelle le voisin d'Haïti, la République dominicaine, a coupé ses relations diplomatiques avec Taïwan et a reconnu la République populaire de Chine (RPC), qui isole progressivement la province rebelle. Le Burkina Faso a emboîté le pas le 24 mai.

Le voyage de huit jours de Moïse à Taïwan, où il a été fêté par des banquets, un salut de 21 coups de canons, des défilés en grande pompe et une cérémonie du président du ROC Tsai Ing-wen. Parmi le nombre décroissant d'États qui le reconnaissent, et le régime Moïse, en pleine crise politique, cherche désespérément à trouver de l'argent pour que l'économie haïtienne cesse de sombrer dans la négligence, la corruption et la soumission néolibérale.

Après que le Parti communiste chinois, dirigé par Mao Zedong, s'empare du pouvoir en Chine en octobre 1949, le Kuomintang du dictateur Chiang Kai-shek s'enfuit à Taïwan (anciennement Formose) et établit le ROC "exilé", sous la protection de la 7ème flotte américaine stationnée dans le détroit de Taiwan. Sous l'égide des États-Unis, le COR était un État membre des Nations Unies et occupait même un siège permanent au Conseil de sécurité jusqu'en 1971, lorsque les États-Unis, sous le président américain Richard Nixon, reconnaissaient la Chine continentale. Depuis lors la star de Taiwan a été mise en place.

En dépit de sa rétrogradation formelle, Taiwan est toujours un état vassal de Washington, qui continue d'offrir à l'île des systèmes d'armes avancés tels que la technologie sous-marine et les nouveaux chasseurs F-35 Stealth. Le ROC ne reconnaît pas la Corée du Nord, ni l'État de Palestine. Cependant, il reconnaît une autre création de Washington, l'État du Kosovo, qui n'est ni membre de l'ONU ni État observateur.

Le gouvernement chinois a vivement protesté après que le président Donald Trump ait reçu un appel téléphonique controversé du président taïwanais pour discuter des "liens économiques, politiques et de sécurité étroits entre Taiwan et les Etats-Unis", mais, il lui a permis de se rendre à Hawaï et a intensifié des rencontres diplomatiques de haut niveau entre des responsables américains et taïwanais.

Haïti est l'un des six pays avec une population de plus de deux millions qui reconnaissent le ROC. Les cinq autres sont les nations latino-américaines d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Paraguay. Les 12 autres États reconnaissant la République de Corée sont les minuscules



La présidente Taiwanese et Jovenel Moise

nations du Swaziland, Kiribati, les Îles Marshall, Nauru, Palau, les Îles Salomon, Tuvalu, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines et Belize, Cité du Vatican.

Pendant son séjour à Taiwan, Moïse a rencontré des capitalistes taïwanais, essayant de les attirer dans des investissements en Haïti. Il a visité des compagnies d'électricité et des fermes de riz, ainsi que la "Child Welfare League Foundation" et le "Committee of Women's Rights Promotion".

Jusqu'à présent, Taiwan a seulement offert à Haïti un prêt de 150 millions de dollars pour "électrifier Haïti", selon Haitilibre.com. Il y a un an, Moïse a promis de construire un nouveau réseau énergétique pour fournir de l'électricité dans le pays 24 heures sur 24 dans les 18 à 24 mois prochains. Même si le prêt se concrétise, il semble douteux que cette promesse puisse être tenue.

Pendant ce temps, l'offre taïwanaise pâlit contre les 4,7 milliards de dollars que la Chine a offert à Haïti pour rénover complètement l'infrastructure délabrée et inexistante de Port-au-Prince, des routes et des ponts aux réseaux électriques et aux systèmes d'eau. La proposition de la Chine fait partie de son initiative mondiale «Une ceinture, une route», qui a été acclamée en Afrique et en Amérique latine. Que ce soit pour gagner la faveur de Washington ou obtenir de l'argent le plus rapidement possible, Moïse a plutôt choisi de lancer son lot avec Taiwan.

"Ce n'est pas une surprise", a déclaré l'ancien ambassadeur haïtien Benjamin Dupuy, envoyé spécial en mai 2003 à la tête d'une délégation officielle haïtienne en Chine pour explorer les relations diplomatiques sous la présidence de Jean-Bertrand Aristide. "Jovenel est juste une marionnette des États-Unis, qui a toujours soutenu Taiwan depuis sa création. C'est une politique de Taïwan de soudoyer les dirigeants politiques des pays du Tiers Monde, en particulier les petites nations insulaires des Caraïbes et du Pacifique, pour maintenir des relations diplomatiques. "

Lors de son voyage en 2003, M. Dupuy a discuté avec des responsables chinois de projets de reboisement de l'île, de prospection de pétrole, de gaz naturel et de développement de plantations de bambous pour contrer la déforestation d'Haïti.

À la suite de la visite de la délégation de M. Dupuy, en décembre 2003, 15 experts chinois ont visité Haïti et rencontré de nombreux ministres d'Aristide. "Mais deux mois plus tard, comme nous le savons, est venu le coup d'Etat de février 2004", a déclaré



De gauche à droite Martine Moise, Jovenel Moise et la présidente Tsai-Ing-wen du Taiwan

Dupuy. "Donc, cette décision d'Aristide a peut-être quelque chose à voir avec le deuxième coup contre lui. "Les républicains de Washington ont encouragé Moïse à Taiwan. "Un investissement de 1 dollar de Taïwan vaut mieux que 3 dollars d'investissements en provenance de Chine", a déclaré le sénateur Marco Rubio (R-FL). "Trois dollars d'investissements chinois non seulement ne vous seront pas versés, mais ils s'accompagnent de toutes sortes de contraintes qui vont poser problème pour les décennies à venir." Mais Dupuy soutient le contraire. "La Chine a énormément de ressources en dollars américains", a-t-il déclaré. "Ils veulent utiliser ces ressources. Leur rôle en Afrique a été très apprécié et important. La façon dont ils traitent les pays recevant leurs projets de développement est très différente des politiques néolibérales de Washington, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. »Le président haïtien, le général Prosper Avril, s'est rendu à Taïwan en janvier 1990 pour y soutenir sa dictature militaire. Le voyage «apporterait des millions d'aide», il est plutôt «revenu les mains vides», rapporte le New York Times. Deux mois plus tard, il a été chassé du pouvoir par un soulèvement populaire. Face à un mécontentement et à des manifestations populaires généralisés et grandissants, Jovenel Moïse pourrait aussi trouver que son voyage à Taïwan le rendra trop petit, trop tard.

La PNH sous le contrôle du pouvoir !

Par Thomas Peralte

Le régime du Parti haïtien Tèt kale PHTK vient de renforcer ses pouvoirs de façon à contrôler systématiquement la police nationale à l'instar de sa nouvelle armée rose.

En effet, le lundi 28 mai, le régime pourri et corrompu du PHTK vient de publier dans le journal officiel du pays, le Moniteur, un arrêté présidentiel datant du 23 mai faisant désormais de l'autorité hiérarchique de la police nationale en l'occurrence le directeur général un subalterne du Conseil supérieur de la Police nationale (CSPN).

Michel Ange Gédéon a-t-il la capacité politique de combattre ce coup de force retirant entre ses mains la direction de la police pour la passer au Conseil supérieur de la Police nationale en majorité des laquais au service du PHTK de Michel Martelly ? Rappelons que Gédéon a été proposé à ce poste à la place du directeur rose Godson Orelus sous le gouvernement provisoire de Jocelerme Privert.

En somme l'Article 13 qui s'intitule : Le CSPN donne son avis sur toute question touchant la réglementation générale, la formation et le renforcement des effectifs, la discipline, la carrière, la rémunération des membres de la police » ne sera plus respecté ; puisqu'il est remplacé par ce dernier arrêté qui indique que « les décisions relatives aux nominations, transferts au niveau des Directions centrales et départementales, le règlementation générale, la formation et le renforcement des effectifs doivent être soumises à l'approbation du CSPN avant leur exécution ». Cette décision tiendra également compte des décisions concernant la discipline, la carrière et la ré-



Michel Ange Gédéon un directeur sans pouvoir

munération des membres de l'institution policière.

La PNH sera maintenant sous contrôle absolu du Conseil puisque le directeur ne peut par lui-même prendre aucune décision qui ne soit pas approuvée par le Conseil. Selon l'article 14 de la loi relative à la Police nationale du 29 novembre 1994 portant création, organisation et fonctionnement de la Police nationale, le CSPN est composé du : Premier Ministre, chef du gouvernement, président; du Ministre de la Justice, premier vice-président; du Ministre de l'Intérieur, deuxième vice-président; du Commandant en chef des forces de police (le directeur général de la Police nationale), secrétaire exécutif; et de l'Inspecteur général en chef de la Police nationale, secrétaire exécutif-adjoint.

En d'autres termes, par cet arrêté le CSPN a le dernier mot sur le Directeur général et selon l'article 16 de la loi relative à la Police nationale, les décisions du CSPN sont prises à la majorité absolue des voix et sont consignées dans le registre de son secrétariat affecté à cette fin.

Cependant beaucoup de parlementaires même ceux proches du gouvernement n'ont pas vu d'un bon œil cet arrêté. Ils sont montés au créneau pour le dénoncer, et le déclarent même illégal en indiquant qu'un arrêté ne peut pas avoir la force d'une loi, ni remplacer une loi. Un arrêté ne peut pas modifier une loi a indiqué Mario Andrésol, ancien directeur général de la PNH.

Par cette modification certains parlementaires menacent même d'interpeller le CSPN et à la rigueur le gouvernement de sorte qu'ils clarifient cet accroc qui n'est pas conforme à la loi du 29 novembre 1994. Alors que les parlementaires réagissent pour acculer le gouvernement, en bon mercenaire, celui-là qui est le ministre de la communication de cette administration Guyler C. Delva fait feu de tout bois dans la presse pour le défendre.

Est-ce déjà une lutte d'influence électorale entre l'Exécutif et le Parlement quand le directeur de la police n'aura aucun pouvoir autre que secrétaire exécutif du CSPN ?

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal sur les conclusions conformes du ministère public, représenté à la barre par Me Joseph Denis GERARD, substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, maintient le défaut requis et déjà octroyé à l'audience du jeudi premier février deux mille dix-huit contre la dame née Céliane ADY pour faute de comparaître ; pour le profit accueille favorablement l'action en divorce introduite par le citoyen Eddy SAINT-VIL pour être juste et fondée et en conséquence prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les susdits époux pour les causes sus énoncées et aux torts exclusifs de l'épouse défaillante; en outre renvoie le requérant par devant à l'officier de l'Etat Civil de Saint Louis du Sud pour la rédaction de l'acte de divorce et la transcription du dispositif de cette décision sur les registres destinés à cet effet ; compense les dépens en raison de la qualité des parties ; commet l'huissier Patrick HENRY de ce siège pour la signification de cette décision.

Ainsi jugé et prononcé par nous Louis Fils Joseph, juge en présence de Me Joseph Denis GERARD, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort en audience publique, et en ses attributions civiles ordinaires et de divorce et avec l'assistance du citoyen Jean Claude Novembre greffier du siège, de ce jour jeudi huit février deux mille dix-huit, An 215e de l'Indépendance.

Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre ce présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.

Collationnée pour expédition conforme à la minute

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré aux vœux de la loi et sur les conclusions conformes du ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur René BALTHAZAR en la forme ; maintient le défaut faute de comparaitre octroyé à l'audience du vendredi premier décembre deux mille dix-sept contre la dame née Sybille BERTRAND; admet le divorce des époux René BALTHAZAR, la femme née Sybille BERTRAND pour injures graves et publiques ; fait prévu à l'article 217 du Code Civil Haïtien; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts exclusifs de l'épouse; ordonne à l'officier de l'Etat Civil de Delmas de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; compense les dépens vu la qualité des parties ; commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification de ce jugement.

Rendu de nous Gerty Léon ALEXIS, juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince en audience civile, publique et ordinaire du vendredi seize mars deux mille dix-huit, en présence du substitut Commissaire du Gouvernement Me Amenaide Pascale RAYMOND, faisant office du Ministère Public et avec l'assistance de Me Jean Serge Duvert greffier du siège. Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution; aux officiers du Ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main ; à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.

Ainsi signé : Gerty Léon ALEXIS juge et Jean Serge Duvert greffier

Pour expédition conforme collationnée

Le Greffier

Le sous-commandant Marcos au peuple américain !

Voici le texte d'une lettre adressée au peuple américain par le sous-commandant Marcos et publiée par « La Jornada » le 7 octobre 1995.

Le gouvernement des Etats-Unis s'est trompé, à plusieurs reprises, dans sa politique extérieure. A chaque fois que cela s'est produit, il s'est trompé sur l'homme à soutenir. Les exemples abondent dans l'histoire. Durant la première moitié de la décennie, le gouvernement nord-américain s'est trompé en soutenant Carlos Salinas de Gortari. Il s'est trompé en signant le Traité de libre échange de l'Amérique du Nord, qui n'avait pas l'appui majoritaire du peuple américain et qui signa l'ordre d'exécution des Indiens du Mexique. A l'aube de 1994, nous avons pris les armes. Nous ne nous sommes pas soulevés pour prendre le pouvoir, ni sur ordre de l'étranger. Nous nous sommes soulevés pour dire « Nous sommes là. »

Le gouvernement mexicain, notre gouvernement, nous avait oubliés et s'engageait dans un génocide sans balles ni bombes, il entendait nous éliminer par la mort silencieuse de la maladie, de la misère et de l'oubli. Le gouvernement américain s'est fait complice de ce génocide. Avec la signature du Traité de libre échange, le gouvernement américain a donné son aval et sa bénédiction à l'assassinat de millions de Mexicains. Le peuple américain le sait-il ? Sait-il que son gouvernement signe des accords d'extermination massive au Mexique ? Le peuple américain sait-il que son gouvernement soutient un criminel ? Car Carlos Salinas de Gortari est bien un criminel.

Nous sommes vivants. Nos demandes n'ont pas reçu de réponses et nos armes continueront à dire « Nous sommes là » au nouveau gouvernement, au peuple mexicain, aux peuples et aux gouvernements du monde entier. Nous attendons patiemment que le nouveau gouvernement mexicain nous écoute et considère nos problèmes. Mais dans les cercles obscurs du pouvoir nord-américain, quelqu'un a décidé que nous, les Indiens insurgés du Sud-Est mexicain, représentions la plus grave menace contre les Etats-Unis. Depuis l'obscurité, un ordre a été donné : il faut en finir avec eux ! Ils ont mis à prix nos peaux sombres, notre culture, notre parole, mais surtout ils ont mis à prix notre révolte.

Le gouvernement nord-américain a décidé d'appuyer un homme qui continue la politique de mensonge de son prédécesseur, qui refuse la démocratie, la liberté et la justice au peuple du Mexique. Cet homme et son gouvernement ont reçu des millions de dollars. Sans l'approbation du peuple nord-américain, un budget énorme, sans précédent dans l'histoire, a été fourni à un gouvernement du Mexique. Cet argent ne servira pas à améliorer les conditions de vie de la population, ni à démocratiser la vie politique du pays, ni à réactiver l'économie. Cet argent sert à la spéculation, à la corruption, au mensonge ; il sert à l'anéantissement d'un groupe de rebelles, indigènes pour la majorité, mal armés, mal nourris, mal équipés, mais bien dignes, bien rebelles et bien humains. Tant d'argent pour financer le mensonge ne s'explique que par la peur. Mais de quoi le gouvernement des Etats-Unis a-t-il donc peur ? De la vérité ? De ce que le peuple nord-américain se rende compte que son argent sert à soutenir la plus ancienne dictature du monde moderne ? Que le peuple nord-américain se rende compte que ses impôts financent la chasse à courre et la mort des Indiens du Mexique ? De quoi a peur le peuple nord-américain ? Le peuple nord-américain doit-il avoir peur de nos fusils en bois, de nos pieds nus, de nos corps fatigués, de notre langue, de notre culture ? Le peuple des Etats-Unis d'Amérique doit-il craindre notre cri qui réclame la démocratie, la justice et la liberté ? Ces trois valeurs ne sont-elles pas à l'origine même de la naissance des Etats-Unis d'Amérique ? La démocratie, la liberté et la justice ne sont-elles pas des droits de toute personne humaine? De combien de millions de dollars faut-il disposer pour s'arroger le droit de nier à quiconque, partout dans le monde, le droit à la liberté de penser qui motive les paroles et les actions, le droit à donner et recevoir ce à quoi on a droit, de choisir démocratiquement ses gouvernants ainsi que les orientations collectives.

Le peuple nord-américain ne doit-il pas plutôt craindre l'argent, l'armement moderne et la technologie sophistiquée du narcotrafic ? Le peuple nord-américain ne doit-il pas plutôt craindre la complicité entre le narcotrafic et les gouvernements ? Ne doit-il pas plutôt craindre les conséquences de la dictature d'un parti au Mexique ? Ne doit-il pas plutôt craindre la violence que provoque, irrémédiablement, l'absence de démocratie, de liberté et de justice ? Aujourd'hui, le gouvernement nord-américain, qui s'est targué durant des décennies de promouvoir la démocratie dans le monde, est l'un des principaux soutiens d'une dictature qui, née au début du XXe siècle, prétend le conclure sur le même mensonge en se maintenant contre la volonté des Mexicains. Tôt ou tard, malgré l'appui du gouvernement nord-américain, malgré les millions de dollars, malgré les mensonges sans fin, la dictature qui obscurcit le ciel mexicain sera éliminée. Le peuple mexicain trouvera sa voie vers la démocratie, la justice et la liberté auxquelles il a droit.

Américains : les attaques de personnalités politiques des Etats-Unis contre la nation mexicaine ont été nombreuses et violentes. Elles mettent en avant la bêtise et la corruption du gouvernement mexicain (bêtise et corruption qui se développent dans l'ombre de l'appui du gouvernement nord-américain) et les généralisent à l'ensemble des hommes et des femmes qui se reconnaissent dans les couleurs du Mexique. Ils se trompent : le Mexique n'est pas son gouvernement. Le Mexique est une nation qui aspire à la souveraineté et à l'indépendance et qui doit, pour les obtenir, se libérer d'une dictature et lever la bannière universelle de la démocratie, de la liberté et de la justice. En encourageant le racisme, la peur et l'insécurité, les grandes figures politiques des Etats-Unis offrent leur soutien économique au gouvernement mexicain pour qu'il contrôle par la violence le mécontentement face à la situation économique. Ils proposent d'élever encore plus les murs absurdes avec lesquels ils prétendent freiner l'instinct de survie qui pousse des millions de Mexicains à tenter de passer la frontière nord. La meilleure parade contre l'émigration massive aux Etats-Unis est un régime démocratique, libre et juste au Mexique. Si les Mexicains trouvaient chez eux ce qu'on leur y refuse aujourd'hui, ils ne seraient pas obligés de chercher du travail à l'étranger.



Le sous-commandant Marcos, porte-parole de l'Armée zapatiste de libération nationale, ici en 2001, pendant la « Marche de la Couleur de la Terre ».

En soutenant la dictature du système de parti d'Etat au Mexique, quel qu'en soit le représentant, le peuple nord-américain parie sur un futur incertain et risqué. En soutenant le peuple mexicain dans son aspiration à la démocratie, la liberté et la justice, le peuple nord-américain fait honneur à son histoire... et à son humanité. Aujourd'hui, en 1995, vingt ans et des dizaines de milliers de morts et de blessés plus tard, le gouvernement nord-américain reconnaît qu'il s'est trompé en s'engageant dans la guerre du Viêt-nam. Aujourd'hui, en 1995, le gouvernement nord-américain s'engage dans la guerre sale que le gouvernement mexicain mène contre le peuple zapatiste. Cet engagement se décline en livraisons de matériel de guerre, conseillers militaires, opérations secrètes, espionnage électronique, financement, appui diplomatique, activités de la CIA. Peu à peu, le gouvernement nord-américain met la main à une guerre inégale et condamnée à l'échec. Aujourd'hui, en 1995 et vingt ans avant 2015, il est encore possible de s'arrêter et de ne pas répéter les erreurs d'autrefois. Il n'est pas nécessaire d'attendre 2015 pour que le gouvernement nord-américain reconnaisse l'erreur qu'il commet en s'impliquant dans la guerre contre le peuple mexicain. Il est temps que le peuple des Etats-Unis respecte son engagement historique auprès de son voisin du Sud, qu'il soutienne non pas un homme, mais un peuple, le peuple du Mexique dans sa lutte pour la démocratie, la liberté et la justice. L'Histoire jugera, implacable, de quel côté auront été le peuple et le gouvernement nord-américain. Du côté de la dictature, d'un homme seul et de la réaction ou du côté de la démocratie, d'un peuple, du progrès.

Salut et longue vie au peuple des États-Unis d'Amérique.

Depuis les montagnes du Sud-est mexicain

La lettre du Sous-commandant Marcos « au peuple des États–Unis » est datée du 13 septembre 1995. Elle correspond à un moment charnière de la rébellion zapatiste au Chiapas. Depuis le premier janvier 1994, date de la mise en place de l'Alena, le marché commun des trois pays de l'Amérique du Nord qui signifiait notamment la perte des droits des Indiens sur leurs terres jusque là garantis par la Constitution, l'armée zapatiste de libération nationale (EZLN) est apparue au grand jour en occupant quatre villes. Le pouvoir mexicain a été contraint d'engager la négociation qui aboutira cinq mois plus tard aux accords de San Andres (jamais appliqués) et dix mois avant la première rencontre altermondialiste que fut la rencontre « Intergalactique » convoquée par les zapatistes. Cette période d'avancée du mouvement est aussi celle d'une militarisation sans précédent du Chiapas, marquée notamment par une tentative échouée de peu d'arrestation de Marcos.

Cette lettre reprend tous les ingrédients de cette situation en une adresse à la conscience « du peuple des États Unis ». Elle dénonce « les murs absurdes par lesquels on compte freiner la quête de vie qui amène des millions de Mexicains à tenter de traverser la frontière nord », et elle est elle-même un pont entre les peuples du Mexique et des États Unis. Elle dénonce toutes les erreurs des politiciens états-uniens, et elle anticipe le génocide culturel et la néantisation que préparait l'Alena, avec un plan d'anéantissement d'Indigènes mal nourris, mal équipés avec leurs « armes de bois », mais « bien dignes, bien rebelles et bien humains » et en rébellion. Elle interroge la peur du dominant semeur de dictatures qui sait qu'il trahit l'idéal démocratique sur lequel il a fondé sa nation. Et cette lettre se conclut par une invocation du jugement de l'Histoire qui enregistrera « de quel côté étaient le peuple et le gouvernement nord américain : « du côté de la dictature, d'un homme, de la réaction, ou du côté de la démocratie, d'un

Concepcion Delagarza

Lakou Mouzen

Nan tan lontan jouk pou rive nan lane 85, depi yon moun te tande pale sou Lakou Mouzen, yo te toujou konprann se sou foutbòl yo pral pale. Enben jounenjodi a se yon lòt reyalite, paske lakou sa a fin defigire.

Lakou Mouzen anfas ti seminè Kolèj Sen Masyal, nan menm zòn ak sine Kapitòl. Li santre ant plizyè riyèl kote divès ti koridò ak yon enpas yo rele Enpas Mouzen debouche sou li. Nan blòk nò li, nou jwenn ri Bòjla (Pòs Machan); zòn lès li se riyèl Jadin ki limenm tou debouche sou pòs Machan, limit lwès li bay sou ri Lama, egzakteman anfas ti seminè Kolèj Sen Masyal la.

Nan epòk vakans, Lakou Mouzen te toujou chaje ak moun sou tout do kay, tout pyebwa k ap gade chanpyona foutbòl.

Jounenjodi li difisil pou moun pale souvni foutbòl nan Lakou Mouzen, paske se bèt ak fatra k ap banbile sou li. Moun menm pè antre nan lakou a tèlman se la anpil zenglendo ak kèk gang al fè eskal yo.

Anivèsè sasinay Gasnè Remon

Premye jwen 1976 fè karann de lane depi yo sasinen Gasnè Remon, jounalis ki t ap travay nan "Le Petit Samedi Soir" (P.S.S). Depi lè yo dekouvri kadav li, tout moun ki pat konnen Gasnè vin konnen kilès li te ye. Tèlman sa te fè bri, tèlman bagay sa a te lèd. Tèlman sa te enplike anpil gwozouzoun nan rejim divalyeris la.

Pèp Ayisyen jou sa a santi l dezame, li santi li pèdi yon manm nan kè li. Ak Gasnè, tout moun ki pote gwo levit, gwo redengòt, depi y ap fè bagay lèd: se wete l sou yo epi kouvri l. Paske Gasnè se pitit kay li te ye, li pat yon "filozòf vantri". Gasnè te pale sou tonton makout ki degize l anpè, li te pale sou enjistis gouvènman ayisyen ak etranje t ap fè ouvriye nan Siman Ayiti. Dapre sa nou konprann li te vle ale pi lwen nan tach li te bay tèt li: denonse tout enjistis. Se poutèt sa yo disparèt li.

Se tout rejim nan ki touye Gasnè

Nan yon peyi tankou Ayiti, yo deklare yon ankèt ap mennen pou yo jwenn koupab yo. Men depi tout tan sa a, karan de lane pase alòske P.S.S sòti plizyè atik ki trase chimen pou ankèt la (PSS No 195_ 3 jen 1977...). Yo bay 2 temwen enpòtan ki te ak Gasnè dènye fwa nan vivan l: "Tyout" ak "Anous Bèna" (H.O vol VIII no 43, 20-27 oct 1978).

De moun sa yo pat janm parèt devan lajistis. Minis enteryè a, Orelyen Janti, deklare kareman nan yon konferans pou laprès : "De asasen yo ranje kò yo pou lajistis pa met men sou yo". Ankèt la te fini anvan li te koumanse.

KANPE Konbit Jèn
Ayisyen nan peyi etranje
Vol 1 nimewo 2,
mwa jiyè

Vyewo

Nan mitan yon chan kann bò Igwey,
An Dominikani,
De Ayisyen chita nan yon batey,
Pye atè, do touni.
Youn ape pale, youn ape koute.
Yo pa fè bri.
Van nan kann nan sèlman ki tande
Sa y ape di.

Vyewo, ou k pral fè tè Ayiti,
Men yon komisyon w a bay madanm mwen pou mwen.
Vyewo, se yon "dyez peso",
Vyewo, avèk yon pè zanno,
Lè w rive, si w jwenn li plase,
W a bay manman mwen l pou mwen.

Vyewo ale, vyewo tounen,
Av k nouvèl ki bay kèplen:

Manman an mouri,
Sa gen kèk lannen.
Gen moun ki di
Ke se chagren.
Madanm nan la, l ape kenbe,
Men timoun yo mal okipe.
Premye a grandi tankou chwal,
Ti dènye a pa menm sonje papa l.

Kouzen, m sòt fè tè Ayiti.
Men yon komisyon madanm ou voye ba w.
Kouzen, li lè pou tounen,
Kouzen, menm si w pa pot anyen,
Lè w ap janbe fwontyè
Pa bliye manchèt ou dèyè.

Jean Claude Martineau
(Koralen) Flè Dizè

Klòch libète

Klòch libète fele
Yo mete l lan mize
Men tanbou libète
Ap toujou chante.

Paul Laraque

Jovenel Moise nan peyi Tayiwann !



Se pa yon rankònt ant 2 prezidan pou ranfòse kowperasyon de peyi yo nan domèn agrikilti, enèji, teknoloji ak envestisman. Men se mande Jovenel vin mande lajan pou l foure nan pòch li.

Solidarite ak Julian Assange



Depi nan lane 2012 Julian te pran legzil nan anbasad Ekwatè nan peyi Angletè. Jounen Jodi a, nouvo prezidan an Lenin Moreno ap jwe tout kat pou l si l ta voye Assange ale nan prizon mekiken meriken.

La marche du temps

On dit :
Hier est aujourd'hui
Aujourd'hui est demain
Moi
J'ai vu des jours tomber
Des jours se relever dans l'entrechoquement
Des dissemblances
J'ai vu des soleils se coucher
Avant le soir
J'ai vu des statues quitter leur socle
ET marcher sur des civilisations déchues
J'ai vu des cloches tomber de leur clocher
Avec fracas.
J'ai vu des cathédrales éteintes
Mais moi qui crois
A la chute prochaine des étoiles
Je cherche la route du soleil
Et je pose l'équation des valeurs réelles
Sur tous les tableaux du monde.

Cauvin Paul

L'imposition des États-généraux à la nation peut-elle contribuer à résoudre les problèmes polymorphes auxquels elle est confrontée?

Par Marc-Arthur Fils-Aimé

L'État/nation haïtien a toujours été confronté à des problèmes polymorphes d'ordre structurel et conjoncturel. Aucune analyse sérieuse d'une situation politique ne peut se faire sans s'adresser à la formation sociale d'un pays. Sans se vouer à un déterminisme quelconque ou à un holisme béat, il est indispensable de questionner sa structure pour bien comprendre la conjoncture dominée par la lutte des classes et la réaction des gouvernements. Car, les évènements d'aujourd'hui, si l'on fouille bien leurs causes et leurs conséquences, maintiennent une certaine relation entre eux et avec ceux du passé. C'est pourquoi nous nous adressons constamment aux éléments structurels de notre formation sociale pour une meilleure interprétation historique des batailles en cours.



Est-ce du pur hasard que le président Jovenel ait emprunté un vocabulaire issu du temps de la royauté française « les États généraux » en vue de "rassembler ", dit-il, toutes les tendances actives de la scène politique

La formation sociale haïtienne a des racines enfouies dans l'époque coloniale.

Si cette formation sociale est politiquement constituée dès l'aube de notre indépendance en 1804, elle a des racines enfouies dans l'époque coloniale. Le discours des vainqueurs pour masquer la composition de la nouvelle société en classes sociales antagoniques a construit un vocabulaire à caractère potentiellement neutre: "anciens libres" et "nouveaux libres". Pourtant, les premiers dont la plupart étaient déjà de grands propriétaires terriens et même d'esclaves du temps de la colonie, se sont constitués en nouvelles classes dominantes et dirigeantes. Ce sont eux qui vont occuper, en s'appropriant le pouvoir politique, les meilleures terres et la direction des appareils administratifs publics. Les deuxièmes qui avaient contribué au succès de la révolution comme forces motrices pour répéter Mao Tsé-toung, ont formé désormais la classe des petits paysans. Les nouvelles classes dominantes n'ont jamais abandonné leur rêve de faire de ces derniers leur chair à canon et leur bassin de main d'œuvre servile.



A l'Arcahaie, le mercredi 16 mai dernier, le comité de pilotage des États généraux sectoriels de Jovenel Moïse

« La révolution de St- Domingue a liquidé les classes dominantes et possédantes- les colons, propriétaires d'esclaves et d'habitations coloniales- et les a remplacées par une minorité regroupant certains anciens esclaves qui au cours de la révolution ont fait leur ascension dans l'armée et qui sont devenus généraux, gérants ou propriétaires d'habitation et, certains affranchis, propriétaires et commerçants, qui ont participé à la lutte pour l'exclusion des anciens propriétaires. Ces groupes après la révolution vont dominer la politique, l'économie de la nouvelle société et définir les orientations générales du nouvel État: exclusion des paysans et des femmes de la vie politique et par ainsi s'arroger tous les droits et privilèges. On peut donc les considérer comme une oligarchie; une minorité de privilégiés, exclusivistes, élitistes, aristocratiques, etc. ... Les nouveaux dirigeants ignorent la situation malheureuse des masses, veuillent accroître leur richesse et consolider les avantages politiques, économiques et sociaux, avantages acquis avant la révolution ».(1)

La formation sociale est fortement marquée de l'empreinte des puissances impérialistes qui ont tenu la souveraineté nationale en otage avec la complicité de l'oligarchie et de ses suppôts de la classe politique traditionnelle. Leur influence n'a jamais manqué de s'étendre sur les grandes décisions politiques, économiques, sociales et culturelles. La première invasion armée américaine en 1915 a ouvert les portes de l'occupation physique de notre territoire. L'impérialisme a aujourd'hui utilisé l'ONU, le FMI, la Banque mondiale, pour perpétuer sa domination qui n'affranchit aucun espace de l'administration de l'État. « L'état, en accord avec Leslie Péan, tel qu'il s'est forgé en Haïti est la résultante d'un accord tacite des instances dirigeantes avec les maîtres du monde consacrant leur reconnaissance à condition de na pas remettre en question l'ordre social. »(2)

Cette brève considération tient lieu de cadre idéologique pour nous aider à mieux saisir l'aspect principal de la conjoncture qui n'est rien d'autre que le dénommé " États généraux sectoriels de la nation" convoqué par le président de la République et qui a mis en sourdine ladite caravane du changement sans l'avoir abandonné. C'est ce qui nous a invités à porter davantage notre attention sur cette demande sans ignorer pour autant tous les autres éléments comme l'insécurité, la cherté de la vie, l'appauvrissement de plusieurs couches sociales de la petite- bourgeoisie entre autres qui défraient aussi l'actualité.

Est-ce du pur hasard que le président Jovenel ait emprunté un vocabulaire issu du temps de la royauté française " les États généraux " en vue de "rassembler ", dit-il, toutes les tendances actives de la scène politique. Il pense par ce raccourci être capable de questionner les grands obstacles qui obstruent le décollage national et de leur apporter des solutions adéquates. Pourtant l'idée de " Conférence nationale souveraine " qui a réuni un certain consensus dans le milieu politique, poursuivait depuis un certain moment son petit bonhomme de chemin. Il est vrai que jusqu'à aujourd'hui, il n'est jamais dégagé de cette idée de conférence nationale un contenu qui lui soit propre. Cependant, nous supposons qu'elle viserait un rassemblement de toutes les forces, notamment progressistes du pays, en vue d'arriver à un pouvoir autonome, affranchi de toute influence impérialiste et de l'oligarchie locale. Les différentes démarches entreprises par le président pour faire accroire les bonnes marches de sa dite caravane de changement ou pour inoculer la pensée du Parti Haïtien Tèt kale- si pensée il y en a- par ses discours empreints de promesses mirobolantes au sein de la population, ont révélé son égocentrisme. Le chef de l'État est toujours en quête de sursis pour noyer ces promesses dont la plupart sont chimériques. Ainsi s'est-Il mis sur le tracé des rois qui régnaient, d'après eux, grâce au droit divin.

A bien lire les objectifs qui sont accolés à une telle initiative, l'on se demande ce à quoi elle peut arriver, si ce n'est qu'une tentative de légitimer ce régime qui nage dans les bas-fonds de son impopularité. Est-ce une formule pour offrir de nouveaux espoirs à la majorité que le président " appelle silencieuse", cette majorité qui souffre d'une détérioration inédite de sa situation? Sa misère est tellement présente qu'elle ressemble à une pénurie d'un pays en état de guerre.

La mauvaise performance de l'exécutif Moïse/Lafontant nous a montré que ces derniers ignorent les règles du jeu les plus élémentaires de notre saupoudrage démocratique. Des grèves éclatent dans presque tous les secteurs des appareils publics, au sein des secteurs organisés et non organisés de la population et dans certains milieux de la classe ouvrière, et ceci, dès le premier jour de la composition du gouvernement jusqu'à aujourd'hui. Le simulacre de remaniement du cabinet ministériel récemment présenté nuitamment au public au lieu d'apaiser le courroux des administrées et administrés, a obtenu l'effet contraire. Ses proches alliés au Parlement qui s'attendaient à un partage supplémentaire du gâteau sont sortis déçus toujours dans l'optique que:

« Le pouvoir politique est vu comme une machine à calculer arithmétique pour additionner plus vite les ponctions sur la caisse publique »(3)

Le remue-ménage domestique n'a pas éteint les foyers de mécontentement qui s'allument à travers les dix départements du pays. Voyons comme preuve ce qui s'est passé le mardi 8 mai dernier. Le président de la république alors qu'il prononçait son allocution, s'est heurté à l'agitation bruyante des femmes élues lors de l'ouverture de leur premier forum qui s'était tenu au Karibe Convention Center. Elles l'ont traité de menteur.

Et, pour la grande majorité de la population, ce n'est même pas de la poudre aux yeux puisqu'il s'agit de l'affermissement de son parti politique, le PHTK..

L'on se demande s'il n' y a jamais eu de gouvernements qui ont vécu autant de turbulence ou ont survécu à autant de grogne pendant leur passage au pouvoir à l'exception des Duvalier qui ont dû mater avec une extrême violence toutes les tentatives d'invasion et de soulèvements ourdis à l'intérieur du pays. Ce constat va à l'encontre de la thèse de l'inexistence de l'État ou de l'État faible. Il y a deux éléments compatibles qui permettent à ce gouvernement de surmonter jusqu'à maintenant sa débilité. C'est la force de cet État en tant qu'appareil au service, en dernière instance, des classes dominantes qui engrangent depuis plus de deux cents ans les masses populaires et leur mépris envers la classe politique traditionnelle. Le comportement anti-populaire, exclusiviste, subjugué par les forces extérieures de cette dernière au pouvoir tend à les éloigner de la politique. Ce qui ne signifie pas pour autant leur dépolitisation. Elles exercent par la négative ce que Lénine appelle " leur instinct de classe" et n'hésitent jamais de se manifester à toutes les occasions qu'elles le croient nécessaire.

Ces mouvements auraient pu avoir un caractère subversif non seulement pour le régime mais aussi pour le pouvoir de classes dominantes si le camp révolutionnaire était déjà arrivé à essaimer dans toutes les couches populaires. Ces mouvements n'auraient pas ce caractère d'isolement les uns des autres qui les empêche d'interroger le système politique et simultanément les classes et couches sociales qui le soutiennent. C'est pourquoi tous ces élans de désapprobation sont perçus par le grand public en général et par la presse en particulier comme de simples soubresauts dont la problématique de la corruption apparaît comme le noyau responsable. Le président de la République pour pallier ou résoudre toutes les contradictions inhérentes au système, vieux de plus de deux siècles, a désigné une commission. Quelle est la nature de cette commission?

Le comité garant des États généraux sectoriels parviendra-t-il à apporter un souffle nouveau à la santé socio-économique du pays plongé dans une léthargie pluriséculaire?

Le président Moïse que son omniscience a rendu omniprésent sur tous les terrains, a choisi à l'insu du grand public les membres de ses États généraux qui sont, dans une large majorité, logés à la même enseigne idéologique que lui, alors que des nuances au niveau politique, ont déjà préparé le terrain à des frictions prêtes à fendiller ce comité en de petits pools partisans. La problématique de la corruption est devenue tellement prégnante que le comité ne saurait ne pas lui accorder un regard spécial parmi tous les autres freins qui immobilisent la machine étatique. Des politiciens l'ont accaparée pour la mettre au service de leurs ambitions avouées ou non encore avouées. Le peuple aimerait la fin de cette pratique qui lui enlève le droit au bénéfice des services de base comme la santé, l'éducation. Donc, aux yeux de plus d'un, la corruption s'inscrit comme le principal mal qui paralyse la marche de la barque nationale. Les États généraux sectoriels sont obligés de proposer la réponse à son traitement.

La problématique de la corruption.

Depuis le déroulement de la dernière campagne électorale, la problématique de la corruption a été soulevée comme une arme politique pour barrer la route à Jovenel Moïse dans sa course à la présidence. Ce combat à l'allure sourde au début, a dépassé de nos jours avec l'affaire Pétro Caribe, les cercles politiques locaux et ladite communauté internationale pour couvrir l'espace national. Tout le monde en parle. Par une malencontreuse coïncidence, on tend à surdéterminer le rôle de la corruption dans le marasme social et économique du pays et même à faire accroire que si l'argent du Pétro Caribe était bien géré, les masses

suite à la page(16)

Le salaire minimum en Haïti, un boomerang !

Gouverner c'est prévoir. Ceci est simple et basique. Ce concept de la logique politique est un référent pour tous les décideurs des choses publiques. Il est connu de tous les hommes et de toutes les femmes politiques du monde entier aspirant à accéder aux responsabilités publiques. Il est valable aussi bien pour les dirigeants des grandes Nations que pour les micro-Etats. Car la science politique est universelle dans son application. Pourtant, en Haïti, rares sont les dirigeants qui l'appliquent. D'où un grand écart ou un très grand décalage qu'on retrouve quand ils accèdent au pouvoir et ce, quel que soit le niveau de leurs responsabilités. Tandis que dans la gestion des affaires publiques, il y a des domaines qui sont récurrents. Il y a des revendications qui reviennent à des périodes régulières. Donc, il y a des conflits qu'on peut éviter en les traitant en amont.



Les syndicats, par la bouche de l'un des leurs, Télémaque Pierre, Porte-parole de la Plateforme syndicale Batay-Ouvriye des usines de textiles, critiquent sa complicité avec les patrons avec les prises de position du ministre du Travail et des Affaires Sociales, madame Stéphanie Auguste.

Sachant qu'ils sont inévitables, l'on peut les canaliser afin de parer à tout débordement pouvant mettre un gouvernement en difficulté, voire causer sa chute. Si en Haïti aucun gouvernement, à ce jour, n'a été renversé par un conflit social à cause de la faiblesse des organisations sociales, il n'est pas interdit de penser qu'un jour cela finira par arriver. Car, non seulement les dirigeants gouvernementaux n'anticipent rien sur le plan social, mais ils sont carrément à des années-lumière de l'évolution de la société. Ils ne craignent que les manifestations purement politiques menées et dirigées par des leaders politiques. Quant aux revendications sociales, ils croient toujours pouvoir s'en sortir, soit par une pirouette soit en corrompant les responsables syndicaux. Le grand problème, en effet, dans la lutte syndicale aujourd'hui en Haïti demeure la précarité dans laquelle vit la plupart des leaders syndicaux oubliant souvent la défense des travailleurs pour ne s'intéresser qu'à leur niveau de vie. Mais cela peut changer. Puisqu'on s'aperçoit que les travailleurs aujourd'hui n'attendent plus que leurs leaders syndicaux montent au créneau pour revendiquer eux-mêmes de meilleures conditions de travail et, surtout, une augmentation de salaire.

Certes, les chefs des Centrales syndicales ont toujours eu l'intelligence de reprendre la main au moment des revendications et pour finir par contraindre le patronat et le gouvernement à négocier avec les organisations syndicales. Et enfin, pour finir par obtenir gain de cause sur le patronat quitte à mettre le gouvernement en difficulté. Si partout dans le monde, l'Europe et la France particulièrement, les luttes syndicales ouvrent sur une palette de revendications allant de l'augmentation de salaire à de meilleures conditions de travail, en refusant le travail le dimanche par exemple, en Haïti, les revendications se cantonnent surtout à l'augmentation du salaire minimum. Certainement, cela se comprend dans la mesure où le niveau de vie d'un travailleur ou d'un salarié vivant dans un pays développé est diamétralement différent de leurs homologues ou camarades haïtiens ou d'un Etat du tiers monde en général.

Donc, dans ces pays en voie de développement, appauvris ou totalement sous-développés, c'est le « Primum vivere » c'est-à-dire « vivre d'abord » qui l'emporte sur d'éventuels conforts ou de meilleures conditions de travail. D'où cette revendication de salaire minimum qui revient chaque année presqu'à la même période. C'est-à-dire fin avril, la semaine précédant le 1er mai, fête internationale des travailleurs. C'est un agenda propice à toutes sortes de revendications salariales. Et les organisations syndicales sont rarement absentes de cette partie de bras de fer avec d'une part le patronat et de l'autre le gouvernement afin d'obtenir une petite amélioration de salaire pour leurs adhérents. Depuis quelques années, les revendications salariales en Haïti ont toutes un point commun : l'augmentation du salaire minimum. Après bien des combats livrés contre différents gouvernements, les syndicats ont fini par imposer aux gouvernements et au patronat le principe de salaire minimum. Aujourd'hui, c'est acquis. Mais c'est un combat de longue haleine. Une lutte sans fin ! Les patrons haïtiens, à l'image de leurs homologues du monde entier, ne lâchent pas facilement leurs « billes » aux malheureux prolétaires qui s'épuisent à les rendre plus riches.

Or, les employeurs disposent de meilleurs alliés, ce sont les gouvernements établis. Par une complicité dont l'origine remonte à des temps immémoriaux, ces deux parties - patronat et gouvernement - s'accordent à exploiter ceux qui les enrichissent. Le combat pour le salaire minimum en Haïti est à lui seul toute une histoire. Rappelons seulement qu'il est le fruit d'une longue lutte sociale menée âprement et remportée de justesse par un ancien député de Pétion-Ville, Steven Benoit, après un difficile bras de fer avec le gouvernement d'alors et le patronat vers les années 2000. Cette loi portant aujourd'hui son nom demeure le point de départ de tout conflit salarial entre les employeurs des usines de sous-traitance de la Société Nationale des Parcs Industriels (SONAPI) de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et celles de la Compagnie de Développement Industriel (CODEVI) du Nord-Est et les syndicats. A la faveur de la loi Benoit, au profit des salariés et des travailleurs, une instance mixte, le Conseil Supérieur des Salaires (CSS), a été créée afin de servir d'intermédiaire entre l'Etat, le patronat et les syndicats dans les négociations. Mais malheureusement, depuis sa création, cet organisme a du mal à trouver sa marque.

Comme pratiquement toutes les institutions dans ce pays, le Conseil Supérieur des Salaires n'arrive pas à jouer pleinement son rôle d'arbitre pour fixer les limites de chacun des protagonistes. Résultat: les travailleurs et les ouvriers du secteur de sous-traitance et le patronat ont toujours les mêmes difficultés à dialoguer, à trouver une entente sur la question des salaires et les avantages sociaux en vue d'améliorer les conditions des salariés du secteur. Le salaire minimum de 350 gourdes en vigueur depuis l'année dernière devrait en théorie faire l'objet d'une réévaluation à la hausse cette année. Il était de 335 Gdes à l'arrivée du Président Jovenel Moïse au Palais national le 7 février 2017. Il a fallu d'énormes pressions pour que celui-ci finisse par l'augmenter de 15 Gdes en mai 2017. Ce qui en réalité ne se fait sous aucune considération d'indice des prix ni l'augmentation des coûts de la vie en Haïti. Et c'est là que le bât blesse.

Le Conseil Supérieur des Salaires qui devrait en principe après discussions avec les acteurs sociaux faire des propositions chaque année au pouvoir public afin d'évaluer les salaires et d'anticiper tout mouvement de grève, ne joue pas le jeu. En clair, il ne fait pas son travail qui consiste à faire de la prévoyance au lieu de servir de Pompier pour éteindre l'incendie une fois le feu éclaté entre les deux parties, employés et employeurs. C'est ce qui manque dans le tissu social haïtien : un organisme capable de prévoir et surtout anticiper les conflits sociaux qui peuvent être dommageables pour tout le monde, c'est-à-dire, salariés, patronat et bien sûr gouvernement. A la création du CSS sous la présidence de feu René Préval, on pensait que cet organisme public/privé allait jouer un rôle moteur comme celui de l'UNEDIC (Union Nationale Interprofessionnelle pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce) en France. Et surtout qu'il allait faire en sorte qu'à chaque début d'année fiscale, c'est-à-dire en octobre pour Haïti, l'augmentation des salaires serait fixée en fonction de l'indice des prix tout en créant un vrai salaire minimum de référence sur le modèle du « Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti » (SMIG) comme il se pratique en France depuis 1950 avant sa modification en 1970 pour devenir « Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance » (SMIC), mais toujours avec la même mission.

En effet, le salaire minimum en France n'est pas un simple exercice qui consiste à rajouter quelques centimes de plus sur la fiche de paie du salarié. Il est basé sur un ensemble de critères allant de l'inflation aux revenus les plus faibles ainsi que l'évolution à l'indice des prix à la consommation. Un élément que connaissent bien les économistes puisque cela ne sert à rien de donner 15 Gdes bruts à un salarié si entre-temps le prix du pain a augmenté de 15 centimes de plus. Dans ce cas, la précarité ne fait pas seulement que s'aggraver, mais elle s'empire. C'est pourquoi d'ailleurs, le pouvoir public, en dépit tout, a laissé le champ libre aux organismes sociaux - les employeurs représentés par le syndicat du patronat, le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), appelé patron des patrons et les salariés par le biais de différentes centrales syndicales -, de négocier le réajustement du salaire minimum (SMIC) qui est une obligatoire légale tous les ans, au mois de janvier; auparavant cela se faisait au mois de juillet. Le gouvernement peut être amené à donner une augmentation supplémentaire (coup de pousse au salaire) en fonction de la hausse de l'indice des prix, si cela est augmenté au minimum de 2% par exemple. Bref, le pouvoir public ne laisse et ne fait rien au hasard quand il s'agit de gestion des affaires publiques et particulièrement de la protection des plus démunis. Malgré toute cette batterie de mesures et d'interventions du gouvernement, les syndicats ne lâchent pas prise. Ils sont toujours à l'affût de la moindre faille du système pour monter en première ligne toujours à la défense des salariés qui d'une manière ou d'une autre sont toujours les grands perdants de l'affaire.

D'où la grande vigilance des leaders syndicaux qui n'attendent jamais le dernier moment comme celui du 1er mai pour battre le pavé en revendiquant et demandant toujours plus. En Haïti, les syndicats attendent trop longtemps pour manifester leur mécontentement vis à vis du patronat ou du gouvernement qui savent une fois la période des fêtes du travail passée, ils sont tranquilles jusqu'à l'année prochaine. Ou si seulement le gouvernement décide d'une augmentation du prix d'essence à la pompe. D'où le piège pour les organisations ou les leaders syndicaux qui sont toujours pris de court par les décisions du gouvernement qui, avant d'annoncer sa décision, lance des ballons d'essai dans l'opinion par des fuites médiatiques. Depuis pratiquement un mois, les syndicats du secteur de la sous-traitance sont en action sur la route de l'aéroport à Port-au-Prince, pressés par la revendication des employés des usines de la SONAPI qui réclament mille (1000)


Des syndicalistes, au centre, Dominique Saint-Éloi, coordonnateur général de la Centrale nationale des ouvriers haïtiens (CNOHA)

Gdes de salaire minimum.

Il faut croire qu'avant cette revendication aucune consultation n'a eu lieu ni avec les organisations syndicales ni avec le patronat. La logique voudrait qu'on ne passe pas tout à coup de 350 à 1000 gourdes par jour, soit plus du triple. Nous sommes dans la gestion économico-financière. Sur ce point Evans Paul (KP) a raison de dire : « Ce n'est pas que les ouvriers ne méritent pas les mille gourdes, leur revendication est juste et d'ailleurs cette somme ne représente rien ». On comprend qu'il faut demander « l'impossible pour obtenir le possible », c'est une vieille théorie qui avait été mise de l'avant par le célèbre révolutionnaire Cubano-argentin Che Guevara pour mener la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme américain et du monde dans les années 60. Mais l'on sait qu'en économie cette théorie à ses limites. Les salariés qui ont porté les premiers cette revendication n'ont pas tort. Ce sont les chefs syndicaux et le Conseil Supérieur des Salaires (CSS) qui n'ont pas su anticiper ou prévoir qu'ils allaient se faire déborder sur leur gauche. Sauf qu'aujourd'hui, les syndicats n'ont guère de choix s'ils veulent garder leurs adhérents que de porter maintenant et ce, jusqu'à un accord raisonnable, cette revendication de 1000 gourdes par jour.

Ils savent tous que c'est archi-impossible d'avoir gain de cause sur cette revendication-là. Mais cela leur donne l'opportunité de faire entendre leurs voix et mettre la pression sur les patrons des usines et le Président Jovenel Moïse pour obtenir le maximum possible pour les salariés. C'est une occasion aussi pour les responsables du CSS de servir à quelque chose. Ils ne peuvent se dérober à leurs responsabilités. Se contenter juste d'être membres d'un organisme dont le but premier est d'anticiper et de trouver des accords qui seraient bénéfiques pour les trois parties : salariés, patrons et gouvernement. Sinon, cette instance semi publique semi privée n'a pas sa raison d'être si elle n'arrive pas à faciliter le dialogue tout en empêchant les grèves, le

suite à la page(16)

Jovenel Moïse in Taiwan:
How the Republic of China Is Buying Haiti, Again

by Kim Ives

From May 26 to Jun. 1, 2018, Haitian President Jovenel Moïse and First Lady Martine Moïse are heading a 30-person delegation on a "state visit" to the renegade Chinese island province of Taiwan, which calls itself the Republic of China (ROC).

Only 18 of the world's 195 states recognize the ROC. That number was 20 until May 1, when Haiti's neighbor, the Dominican Republic, cut its diplomatic ties with Taiwan and recognized the People's Republic of China, which is gradually isolating the wayward province. Burkina Faso followed suit on May 24th.

Moïse's eight-day trip to Taiwan, where he has been lavished with banquets, a 21-gun salute, pomp, and ceremony by ROC president Tsai Ing-wen, is a junket of desperation: Taiwan's rump government is desperate to keep Haiti among the dwindling number of states that recognize it, and the politically-flailing Moïse regime is desperate to come up with some quick cash to keep afloat the Haitian economy that it is sinking through negligence, corruption, and neoliberal subservience.

After the Chinese Communist Party, led by Mao Zedong, seized power in China in October 1949, the Kuomintang of dictator Chiang Kai-shek fled to Taiwan (formerly Formosa) and established the "exiled" ROC, under the protection of the U.S. 7th Fleet stationed in Taiwan Strait. Under U.S. aegis, the ROC was a United Nations member state and even occupied a permanent Security Council seat until 1971, when the United States, under U.S. President Richard Nixon, recognized Mainland China. Taiwan's star has been setting ever since.

Despite its formal demotion, Taiwan is still a vassal state of Washington, which continues to offer the island advanced weapon systems such as submarine technology and new F-35 Stealth fighter jets.


President Jovenel Moïse with ROC president Tsai Ing-wen reviewing Taiwanese troops on May 29

The ROC does not recognize North Korea, nor the State of Palestine. It does, however, recognize another Washington creation, the State of Kosovo, which is neither a UN member or observer state.

The Chinese government strongly protested after President Donald Trump received a controversial phone call from the Taiwanese president to discuss what he called the "the close economic, political, and security ties between Taiwan and the U.S.," allowed her to visit Hawaii, and stepped up high-level diplomatic meetings between U.S. and Taiwanese officials.

Haiti is one of only six nations with a population over two million which recognize the ROC. The other five are the Latin American nations of El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, and Paraguay. The other 12 ROC-recognizing states are the tiny nations of Swaziland, Kiribati, the Marshall Islands, Nauru, Palau, the Solomon Islands, Tuvalu, Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, and Belize, along with the Vatican City.

While in Taiwan, Moïse has been meeting with Taiwanese capitalists, attempting to lure them into investing in Haiti. He visited power companies and rice farms, as well as the "Child Welfare League Foundation" and "Committee of Women's Rights Promotion."

So far, Taiwan has only offered Haiti a loan of $150 million to "electrify all of Haiti," according to Haitilibre.com. A year ago, Moïse promised to build a new energy grid to provide electricity to Haiti 24 hours a day within 18 to 24 months. Even if the loan materializes, it seems doubtful this promise can be kept.

Meanwhile, the Taiwanese offer pales against the $4.7 billion which China offered Haiti to completely overhaul Port-au-Prince's crumbling and nonexistent infrastructure, from roads and bridges to electrical grids and water systems. China's proposal is part of its global "One Belt, One Road" initiative, which has been acclaimed in Africa and Latin America. Whether to curry favor with Washington or get cash as quickly as possible, Moïse has instead chosen to throw his lot with Taiwan.

"It's no surprise," said former Haitian Ambassador Benjamin Dupuy, who was a special envoy heading an official Haitian delegation to China in May 2003 to explore establishing diplomatic relations under President Jean-Bertrand Aristide. "Jovenel is just a puppet of the U.S., which has always supported Taiwan since its inception. It's a policy of Taiwan to bribe political leaders of Third World countries, especially small island nations in the Caribbean and Pacific, to maintain diplomatic relations."

On his 2003 trip, Dupuy discussed with Chinese officials a host of projects including "to reforest the island, making prospections for petroleum and natural gas, and also, in the area of agriculture, to develop bamboo plantations to reverse Haiti's deforestation."

Following Dupuy's delegation, 15 experts from China visited Haiti in December 2003 and met with many of Aristide's ministers. "But two months later, as we know, came the February 2004 coup," Dupuy said. "So this move towards China by Aristide may have had something to do with the second coup d'état against him."

Washington Republicans have been cheering Moïse's outreach to Taiwan. "One dollar investment from Taiwan is better than $3 of investments from China," said Sen. Marco Rubio (R-FL). "Three dollars of Chinese investments not only will not flow to you, but it comes with all kinds of strings attached that are going to be problematic for decades to come."

But Dupuy argues the opposite. "China has a tremendous amount of resources in U.S. dollars," he said. "They want to use those resources. Their role in Africa has been very appreciated and important. The way they deal with countries receiving their development projects is very different from the neoliberal policies of Washington, the World Bank, and the International Monetary Fund."

Haitian President Gen. Prosper Avril visited Taiwan seeking support for his military dictatorship in January 1990. Thinking the trip "would yield millions in aid," he instead "returned empty-handed," reported the New York Times. Two months later, he was chased from power by a popular uprising.


President Jovenel Moïse shaking hands with Taiwanese president Tsai Ing-wen. All he has netted so far is apparently a $150 million loan to "electrify Haiti."

Also faced with growing, widespread discontent and demonstrations, Jovenel Moïse may also find that his trip to Taiwan will net him too little, too late.

CUBA DÉNONCE LA POLITIQUE US ET RÉ
ENTRETIEN AVEC LU

Les pressions politiques continues et, surtout, les opérations « d'intensité limitée» de la CIA et du Département d'État des USA, menées dans presque tous les pays d'Amérique latine, affectent la situation politique et la stabilité de nombreux pays d'Amérique latine, en sorte que la conjoncture politique et économique du continent devient de plus en plus complexe.

Le Huitième Sommet des pays américains a clairement démontré que les USA tentent de démanteler tout ce que les gouvernements progressistes ont créé ces dernières années. Depuis les réformes sociales jusqu'aux projets de coopération régionale (Mercosul, CELAC et UNASUR). Un contexte qui, par analogie historique, réaffirme la présence et le rôle politique de Cuba comme ultime défenseur de la souveraineté et de l'indépendance de tous les pays latino-américains. Dans cette mesure, l'élection de Miguel Diaz-Canel à la présidence de la République de Cuba est d'une extrême importance, pour deux raisons. La première, c'est qu'avec lui, le processus révolutionnaire - que l'impérialisme US voudrait briser – héritier du socialisme et de la pensée de José Martí, va poursuivre dans la voie de l'évolution économique et de la dynamique politique ouverte par la Révolution en 1959. En fait, il s'agit d'un processus révolutionnaire qui, fidèle aux principes du socialisme, a élargi le concept de démocratie populaire, vivant en direct les phases de l'évolution historique, dont fait partie intégrante la volonté permanente de mieux systématiser la planification des biens publics et des éléments programmatiques.

La seconde est que le gouvernement, l'État et le peuple de Cuba ont entamé la troisième phase d'une Révolution qui s'est révélée unique dans le temps et toujours plus moderne. C'est pourquoi nous avons demandé au professeur Luciano Vasapollo d'analyser la force idéologique de cette révolution, afin qu'il nous aide à comprendre l'importance et le rôle géostratégique de l'État révolutionnaire dans la situation politique actuelle à Cuba et en Amérique latine.



Nous sommes des soldats de la Révolution !

Achille Lollo : Pendant que les Italiens somnolaient devant le feuilleton « Di Maio contre/avec Salvini »*, Cuba, au Huitième Sommet des Amériques qui se tenait à Lima au Pérou, a dénoncé l›asservissement de l›OEA à la Maison Blanche et les effets néfastes de la politique impérialiste des USA en Amérique latine. L›intervention ferme du ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodriguez Parrilla, puis celle du nouveau président cubain, Miguel Diaz-Canel, ne sont-elles que d'éphémères étincelles ou montrent-elles le rôle politique que Cuba prétend assumer en Amérique latine?


Miguel Díaz-Canel et son épouse Lis Cuesta Peraza, faisant la queue pour le vote de la nouvelle Assemblée nationale à Santa Clara le 11 mars 2018

Luciano Vasapollo: En effet, le 14 Avril, le ministre Bruno Rodríguez Parrilla a provoqué un choc à la Cumbre de Lima, dénonçant publiquement, non seulement le Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, mais, surtout, le projet stratégique de la Maison Blanche, qui vise à reconstituer sa sphère d'influence dans tous les pays d'Amérique latine, par des tripatouillages électoraux , la destitution « légale » de présidents régulièrement élus et le sabotage économique. À ce sujet, je citerai les propos du ministre Bruno Rodríguez Parrilla: «... Les événements récents montrent que l'OEA et surtout son secrétaire général sont devenus des instruments des USA. Leur but aujourd'hui est de rétablir la domination impérialiste, de détruire la souveraineté nationale par des actions non conventionnelles, de renverser les gouvernements populaires, d'en finir avec les conquêtes sociales et de rétablir le libéralisme sauvage sur tout le continent ... «. Ainsi, les paroles fermes du ministre Bruno à l'égard des USA sont devenues une référence politique pour les gouvernements progressistes d'Amérique latine et pour les partis de gauche du monde entier, en particulier lorsqu'il a déclaré: «... Cuba n'acceptera pas les menaces, et encore moins du chantage du gouvernement US. Nous ne voulons pas l'affrontement, mais nous ne négocierons aucun de nos problèmes internes et nous ne reculerons pas d'un millimètre sur nos principes. Pour défendre l'indépendance de la Révolution et du socialisme, le peuple cubain a fait de nombreux sacrifices. C'est pourquoi le 19 avril nous commémorerons, avec une grande fierté, la bataille de la Baie des Cochons, où nous avons vaincu une énième agression de mercenaires ! »

En pratique, ces deux phrases résument l'avenir politique de Cuba, surtout après les attaques subies par le Venezuela et Cuba à ce Sommet. Elles mettent à nouveau en évidence l'attitude et les positions révolutionnaires de Cuba qui, selon la Maison-Blanche, s'étaient atténuées après la rencontre de Raul Castro avec Obama. En fait, quatre jours plus tard, le 19 avril, le nouveau président de Cuba, Miguel Diaz-Canel, était encore plus spécifique et radical, je le cite : «... je confirme que la politique étrangère de Cuba restera inchangée et j' affirme que personne ne réussira à affaiblir notre Révolution, car Cuba ne fait pas de concessions qui touchent à sa souveraineté et à son indépendance ... .Les changements qui seront nécessaires, nous les ferons quand le peuple cubain les aura décidés en toute souveraineté. »

Je voudrais rappeler qu'à ce Sommet des gouvernements latino-américains, la présence de la CIA s'est fait honteusement sentir. Surtout quand un groupe de pays a proposé d'exclure le président Maduro, pour le remplacer par les représentants de l'opposition vénézuélienne. Une opération de propagande électorale authentiquement provocatrice, si l'on considère que le 20 mai au Venezuela auront lieu trois élections, l'élection présidentielle, celle pour le renouvellement des membres des parlements des Etats de la fédération, et celle pour l'élection des membres des conseils municipaux. Le show organisé par les antennes de Langley [la CIA] s'est ensuite poursuivi avec la participation d'une dizaine d'opposants cubains, résidant à Miami, naturellement.

Achille Lollo : L›élection à la présidence de la République de Miguel Diaz-Canel a surpris les observateurs et surtout les critiques, qui avaient déjà annoncé la fin de la Révolution. Que représente ce choix dans l›ensemble de la conjoncture politique à Cuba?

Luciano Vasapollo: Le choix de Miguel Diaz-Canel reflète la grande force d'expression que possède aujourd'hui à Cuba la démocratie populaire, socialiste et participative. En fait, Miguel Diaz-Canel représente la continuité de la Révolution cubaine, car c'est un cadre qui a été formé à l'intérieur même de ce processus révolutionnaire, participant à toutes les phases de la construction de la démocratie populaire. Je voudrais rappeler que, dès son plus jeune âge, Miguel Diaz-Canel a pris part à cette révolution, d'abord comme militant puis comme dirigeant de la jeunesse communiste universitaire. De profession, il est ingénieur électronicien. Il a exercé l'emploi de professeur titulaire à la faculté d'ingénierie électrique de l'Université centrale « Marta Abreu » de Las Villas et a ensuite été nommé recteur de cette même université. Il a dirigé pendant dix ans le comité provincial du PCC, d'abord dans la province de Villa Clara, puis dans celle de Holguín. En 1991, il intègre le Comité central du PCC, puis, en 2002, il est nommé au Bureau politique. En 2009, il a été appelé à la tête du ministère de l'Enseignement Supérieur. En mars 2012 il devient un des vice-présidents, puis en 2013, le Parlement cubain le désigne comme Premier Vice-Président du Conseil d'État et des Ministres et, par conséquent, numéro deux du gouvernement.

Je voudrais souligner que son élection au poste de président a été tout à fait transparente et représente, par conséquent, l'adhésion de la troisième génération à ce processus révolutionnaire, parfaitement représentée par la direction politique et idéologique de Cuba. En fait, Miguel Diaz-Canel a été élu président à l'unanimité par les 605 membres du Parlement pour gouverner pendant cinq ans, soit jusqu'en 2023, avec la possibilité d'être réélu une deuxième fois jusqu'en 2028. Et je peux affirmer, avec la plus grande sincérité, que Miguel Diaz-Canel, en plus d'être un grand leader et un grand marxiste, est aussi un excellent camarade que je connais comme mon propre frère et que je considère comme le meilleur continuateur de la tradition communiste et socialiste cubaine. C'est peut-être pour cela que certains font la grimace dans les capitales du monde occidental !

Achille Lollo : Initialement, la «grande presse» du monde occidental a commenté l›élection de Miguel Diaz-Canel en utilisant des adjectifs pleins de fiel. Ensuite, presque tout le monde, de La Repubblica au New York Times, a tenté de répandre l›idée que la révolution serait dans sa phase finale, « ... puisque la famille Castro quitte les allées du pouvoir ... ». Pourrais-tu expliquer les raisons de la ranc?ur de ce terrorisme médiatique ?

Luciano Vasapollo: Malheureusement, quand ils parlent de Cuba, les médias du « Premier Monde » ont recours à des adjectifs simplistes plutôt qu'à l'analyse politique. Ils utilisent le mensonge pour occulter la dignité d'un peuple. Ils pratiquent systématiquement une escroquerie sémantique afin de rabaisser le succès réel des démocraties socialistes et populaires, justement parce que cette réalité reste vivace, résistant à toute forme d'attaque. Je suis convaincu que si, aujourd'hui, un éditorialiste utilise des adjectifs de mauvais goût contre Cuba, comme ceux utilisés pendant la guerre froide, du genre « le régime dictatorial castriste .... » ou « ... le pouvoir de la famille Castro ... », ils ne le font que pour respecter les normes que la logique de l'impérialisme a fixées pour les médias.


Luciano Vasapollo est professeur à l'Université "La Sapienza" de Rome. Directeur scientifique du CESTES (Centre d'Études pour les Transformations Économiques et Sociales) et des revues Proteo et Nuestra America (Italie). Il est également membre du comité de rédaction de Laberinto. Il fait partie de la coordination nationale de la Rete dei Comunisti (Réseau des communistes) et est l'un des coordinateurs de la section italienne du Réseau des intellectuels pour la défense de l'humanité

En pratique, le but de ces formes d'expression est de nier, dans tous les sens, qu'il existe à Cuba un processus révolutionnaire populaire, qui implique l'exercice de la démocratie directe par la base, l'affirmation de l'égalité. C'est nier les fondements de la démocratie socialiste. Par exemple, pendant des années, ils ont toujours mentionné le soi-disant «pouvoir de la famille Castro», mais ils ont toujours omis de mentionner qu'aucun des sept enfants de Fidel et des quatre de Raul n'a jamais occupé de poste au gouvernement!

La vérité est que le peuple cubain a trouvé, dans les grands artisans de la Révolution de 1959 et ensuite dans le PCC, des dirigeants en lesquels il a pleine confiance. Fidel Castro, Che Guevara, Raul Castro, Camilo Cienfuegos et tous les autres militants de la Sierra ont déclenché une révolution devenue profondément populaire, anticolonialiste, anti-impérialiste, socialiste et fidèle à l'esprit de José Martí. Une révolution qui, sans l'appui politique et le soutien moral des masses cubaines, n'aurait pas résisté très longtemps à toutes les attaques qu'elle a subies de 1959 à aujourd'hui! Ainsi, ceux qui recourent à la phraséologie de la guerre froide font tout simplement du terrorisme médiatique. Et cela vaut pour le prestigieux éditorialiste du New York Times, et pour ceux, évidemment moins prestigieux, de Libero ou La Repubblica ! Un terrorisme médiatique qui n'est toutefois pas gratuit, car il fait partie intégrante du «business» de la propagande politique conçu par les maîtres à penser de l'impérialisme, et est ensuite récompensé par les contrats publicitaires des multinationales.

Achille Lollo : Immédiatement après l›élection de Miguel Diaz-Canel, le Secrétaire Général de l'OEA, Luis Almagro a publié une déclaration absurde visant à discréditer le système électoral cubain. Pourrais-tu donner quelques exemples pour expliquer le fonctionnement du modèle électoral cubain?

Luciano Vasapollo: Ils disent dans cesse que les élections à Cuba ne sont pas démocratiques, car elles seraient limitées aux membres du Parti Communiste Cubain ... Malheureusement, par ignorance ou par malice, ils oublient que, sur huit millions d'électeurs, seuls 800 000 ont la carte du PCC, et seulement 400 000 sont des membres de la jeunesse communiste, l'UJC. Cela signifie que 85% des électeurs, soit à peu près 6 800 000, ne sont pas membres du PCC. Lors des dernières élections, où la participation populaire a été massive (86,5% de votants), sur 605 députés élus au Parlement, 293 (soit 48,5%) ne sont pas membres du PCC ! Sans oublier que, sur 605 députés, 322 sont des femmes (53%) et 338 (56%) ont été élus pour la première fois. En outre, 40% des députés élus sont noirs ou métis, l'âge moyen étant de quarante-neuf ans, tandis qu'un groupe de quatre-vingts nouveaux députés a entre dix-huit et trente-cinq ans! Les vieux cadres de l'époque de la Sierra Maestra sont à peine soixante, soit 9,5%!

Cependant, l'élément le plus important que les analystes de la « grande presse » oublient quand ils critiquent le modèle électoral cubain est que le Parti Communiste Cubain, «selon la loi », ne peut pas présenter de candidats aux élections. Ceux-ci sont sélectionnés et élus par les bases populaires lors des élections municipales, puis au niveau de la province et, enfin aux législatives. Ce n'est pas comme ici, en Italie, où les candidats du Parti démocrate ou de Forza Italia qui n'ont pas été élus faute d'un nombre suffisant de voix, sont repêchés quand ils figurent sur la fameuse « liste de parti »** !

Quant à la déclaration de Luis Almagro, c'est le fruit du ressentiment qu'il nourrit à l'égard de la gauche et de tout ce qu'elle représente en Amérique latine. En fait, il a toujours été un «Blanco», c'est-à-dire un militant du Parti National [Uruguay]. Mais pour faire carrière en tant que diplomate, il a compris qu'il devait entrer dans le Frente Amplio. Dans ce but, il a adhéré au MPP [Mouvement de Participation Populaire, issu du mouvement des Tupamaros], devenant d'abord adjoint pour les questions internationales de José Mujica, alors ministre de l'Agriculture dans le gouvernement Tabaré Vasquez, puis ambassadeur en Chine. Puis, quand Mujica est devenu président, Almagro a été nommé ministre des Affaires étrangères car, dans le Frente Amplio, il était le seul à avoir une expérience d'ambassadeur. Par la suite, Mujica l'a proposé au poste secrétaire général de l'OEA, où Almagro est redevenu le « Blanco » qu'il n'avait cessé d'être, attaquant surtout le Venezuela, Cuba et la Bolivie. À tel point que le journal uruguayen El Observador a publié le 20/11/2015 la lettre dans laquelle l'ancien président Mujica l'a qualifié de traître. À Washington, Almagro est appelé « M. Panqueca » (pancake).

ÉAFFIRME LE RÔLE DE LA RÉVOLUTION : CIANO VASAPOLLO !

Comme l'a écrit Antonio Mercader dans El Pais : » ... Almagro change d'idées politiques en moins de temps qu'il ne faut pour faire cuire une pancake et ses louvoiements sont une constante de sa carrière politique. » Ce qu'Almagro a dit contre l'élection de Miguel Diaz-Canel est tout à fait typique du registre d'un Mister Pancake !

Achille Lollo : Pour les maîtres de la Maison Blanche, quiconque s'écarte maintenant des concepts de la démocratie bourgeoise, quiconque remet en cause la logique de l›impérialisme et dénonce les effets de la dépendance géostratégique et économique est considéré comme un ennemi, comme à l'époque de la Doctrine de Sécurité Nationale ?

Luciano Vasapollo: Les apparences et la rhétorique des médias ont changé, mais le concept d'»État voyou» est le même. Pour la Maison Blanche, Cuba reste un État voyou, comme la Syrie, l'Iran, et comme ont été catalogués par le passé l'Angola, le Nicaragua, la Libye et de nombreux autres pays qui avaient des gouvernements révolutionnaires. Il suffit par exemple de parcourir les annales des journaux usaméricains pour lire les absurdités que racontait Chester Croker quand, en 1982, l'armée du régime raciste d'Afrique du Sud a envahi pour la deuxième fois le sud de l'Angola. Ou de relire les éditoriaux controversés des principaux journaux européens lorsque les occupants sud-africains ont été définitivement vaincus en mai 1988 lors de la bataille de Cuito Cuanavale, grâce à la participation des valeureux combattants internationalistes cubains aux côtés de l'armée angolaise (Forces armées populaires de Libération de l'Angola/FAPLA).

Malheureusement, la logique de l'impérialisme, que ce soit avec le démocrate Barack Obama ou le super-conservateur Donald Trump, est une logique de pouvoir qui se répète au fil des ans, changeant à peine son discours et ses apparences extérieures. La vérité est que la conception géostratégique des maîtres qui se sont succédés à la Maison Blanche n'a jamais changé, de l'Opération Phoenix au Vietnam à l'Opération Condor en Amérique latine, de l'invasion de la Grenade à celle du Nicaragua avec les Contras, de l'attaque contre l'Irak à celle contre la Libye, du blocus économique contre Cuba aux sanctions contre le Venezuela.

Achille Lollo : La demande du sénateur US Marco Rubio d'une application plus stricte du blocus économique et les pressions du gouvernement de Donald Trump sur celui du Canada pour obtenir qu'il réduise la présence à Cuba de 85 entreprises canadiennes, dont certaines assurent le raffinage du nickel, sont-elles des initiatives politiques personnelles ou représentent-elles la conception géostratégique des USA ?

Luciano Vasapollo: Malheureusement, aux USA, les politiciens se servent de questions géostratégiques majeures pour alimenter leurs campagnes électorales ou renforcer leur leadership au sein de leur parti. Par exemple, le sénateur de Miami Marco, Rubio a déjà dit aux sponsors du Parti républicain que le prochain président des USA devra être d'origine « hispanique ». Ainsi, revendiquant l'origine cubaine de ses parents, le sénateur Marco Rubio défend une plus ferme application du blocus économique et la rupture des relations diplomatiques avec Cuba, pour promouvoir sa campagne électorale au sein du Parti républicain. Cependant, le gouvernement de Donald Trump fait monter la pression sur le gouvernement du Canada pour lui imposer le « commandement impérialiste », afin de satisfaire la bourgeoisie usaméricaine et les maîtres de Wall Street.

De toute façon, le blocus économique a été et reste un facteur central dans le développement économique et social de Cuba, et c'est ce qu'a souligné le président Miguel Diaz-Canel dans son discours à l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire : « Aucun pays n'a résisté pendant tant d'années, sans capituler, à un siège économique, commercial, militaire, politique et médiatique comme ce fut le cas de Cuba ... . Nous allons donc continuer à résister aux menaces de ce puissant voisin impérialiste. Cependant, nous serons toujours disposés à dialoguer et à coopérer avec ceux qui, pour leur part, le veulent, dans le respect et en maintenant un rapport d'égalité. Dans cette législature, il n'y aura pas de place pour ceux qui aspirent à une restauration capitaliste. Cette législature défendra la Révolution et continuera à perfectionner le socialisme. Pour parler simplement: la Révolution cubaine restera fidèle à la chemise vert olive et disposée à affronter toute forme de conflit ...

Achille Lollo : Sous la présidence de Raul Castro, le gouvernement cubain a opéré une série de changements dans son système économique, la présence de l›État restant concentrée dans les secteurs stratégiques, à savoir la planification socialiste, le développement énergétique et le maintien de la souveraineté nationale. Les réformes du Modèle Économique Cubain vont-elles se poursuivre ?

Luciano Vasapollo: Le drame et les difficultés de la « Période Spéciale » ont permis au gouvernement cubain de définir la méthodologie pour perfectionner le modèle économique socialiste cubain. C'est ainsi que, depuis 1995, les indices économiques ont commencé à s'améliorer. Par la suite, en 2000, la croissance de l'économie cubaine s'est stabilisée entre 4% et 5%, puis, en 2006, elle a enregistré une accélération soudaine, atteignant les 11%. Par conséquent, en 2010, le gouvernement de Raul Castro a décidé de réduire la présence de l'État dans l'économie, permettant à une série d'activités et de services commerciaux d'être gérés et administrés par des particuliers, qui sont ainsi devenus propriétaires et entrepreneurs. Beaucoup d'entre eux sont même devenus députés. En 2016, lorsque la crise économique a éclaté au Brésil et en Argentine et que les USA ont organisé le sabotage de l'économie vénézuélienne, la récession a menacé d'attaquer l'économie cubaine. Ce fut donc justement à ce stade que la justesse de toutes les mesures prises par le gouvernement cubain pour améliorer le modèle économique socialiste cubain a pu être vérifiée, y compris dans le secteur privé.

Ce que beaucoup ne comprennent pas, c'est qu'à Cuba les décisions politiques et surtout économiques dépendent de l'accumulation des expériences vécues. Autrement dit, chaque décision correspond à une phase spécifique du processus de développement et pour cette raison, chaque décision est étudiée et analysée collectivement. Miguel Diaz-Canel était présent dans tous les débats et les programmes de recherche menés pour définir les changements qui devaient être introduits dans le processus de développement, ce qui signifie que la révolution cubaine, encore une fois, aura un président qui connaît les mécanismes et les difficultés qu'il y a à améliorer le modèle de planification, qui a toujours eu sa propre dynamique. Tant et si bien que, jusqu'à aujourd'hui, la planification de l'économie a été redéfinie neuf fois, non seulement pour dynamiser les nouveaux secteurs, mais aussi pour remédier à la stagnation de ceux qui souffraient du blocus économique imposé par les USA.

Je voudrais rappeler qu'en avril 2011, le plan d'actualisation du modèle de planification socialiste a été lancé, ce qui a entraîné une série de changements, petits, moyens et grands dans l'économie cubaine. Puis, en 2016, à l'occasion du 7ème Congrès du Parti communiste, ces changements ont fait l'objet d'une révision complète afin de déterminer la suite et leur éventuel élargissement. Autrement dit, on a établi un bilan analytique de ce qui a été fait, pour ensuite définir ce qui devra être fait à l'avenir. C'est donc sur cette base qu'on est en train de lancer le nouveau modèle de planification qui se prolongera jusqu'en 2030, c'est-à-dire un processus d'actualisation de la planification socialiste dans toutes ses dimensions. »

Achille Lollo : Le président Raul Castro a pu entamer un dialogue avec l'administration de Barack Obama. Cependant, son successeur Donald Trump y a tout de suite mis un terme. Pour reprendre ce dialogue, faudra-t-il attendre la fin du mandat de Trump ? Entretemps, que peut faire Miguel Diaz-Canel?

Luciano Vasapollo: Les événements internationaux ne dépendent pas des individus, mais des relations et des rapports de force qui se tissent au niveau international. Je répète, précisément parce que je le connais personnellement, que Miguel Diaz-Canel, essaiera de manifester la volonté de paix de Cuba en essayant d'établir des relations équilibrées avec les USA. Voyez-vous, cela a toujours été la volonté politique de la Révolution cubaine et du peuple cubain de tenter d'engager un processus de négociation avec les USA. Raul Castro, dans ses fonctions de président, a représenté et coordonné cette décision collective du peuple. Un processus qui s'est ensuite concrétisé grâce, également, à la multiplication des appels de la part d'entités internationales, le pape François en tout premier lieu. Dans ce contexte, les manifestations de solidarité qui ont eu lieu dans le monde entier se sont avérées très importantes, et également parce qu'elles ont contribué à la libération définitive des cinq héros cubains. Malheureusement, après ce bon début, Obama a tenté d'imposer des conditions impossibles, pendant que la grande presse tentait de tenir le gouvernement cubain pour quantité négligeable en faisant croire que la normalisation des relations entre les deux pays avait eu lieu, de sorte que le capitalisme serait de retour à Cuba!

La vérité est qu'Obama et ses conseillers n'ont jamais laissé de place à la discussion sur les grandes questions liées à la normalisation. En réalité, un premier pas timide a été fait avec la réouverture des ambassades, qui n'a été suivie d'aucune décision de l'administration usaméricaine sur la question du blocus économique ou de l'occupation du territoire de Guantanamo. En fait, pour Cuba, ce sont des points incontournables, et tant que les USA ne décideront pas d'y remédier, il sera impossible de parler de normalisation des relations entre Cuba et les USA.

Avec Trump, le processus de négociation a définitivement pris fin, non parce que c'est un méchant réactionnaire coléreux, mais parce qu'il représente les intérêts d'une partie de la bourgeoisie dominante usaméricaine dominante. En conséquence, la Maison Blanche a resserré le blocus économique contre Cuba, parce qu'elle voudrait étendre ce blocus même au Venezuela du président Maduro. C'est donc une décision qui s'inscrit dans le cadre des actions stratégiques pour dominer à nouveau l'Amérique latine en éliminant tous les gouvernements progressistes. Une stratégie qui, en premier lieu, impose la rupture avec Cuba: en fait, pour l'impérialisme, le processus de négociation avec Cuba est devenu politiquement incompatible avec les coups d'État légaux au Brésil, au Paraguay et en Équateur, avec le sabotage de l'économie vénézuélienne associé à diverses menées subversives. En cela, tout dépend de la volonté des USA !

À ce propos, l›ex-président Raul Castro a déclaré : « ... Il existe un sentiment majoritaire dans la population des USA et dans la communauté cubaine de l›étranger qui est opposé à la poursuite du blocus économique et donc favorable au rétablissement et à l›amélioration des relations bilatérales. Malheureusement, les individus et les groupes qui exercent une grande influence sur les décisions du président Trump sont liés à des programmes et à des projets hostiles et agressifs envers Cuba: aujourd›hui, l›impérialisme US crée des conflits, pratique des politiques répressives… Il utilise ses multinationales et les plateformes technologiques hégémoniques pour imposer la Pensée Unique, pour manipuler le comportement des hommes, envahir notre culture, effacer la mémoire et l›identité nationales, et surtout, pour contrôler et corrompre les politiciens et manipuler les processus électoraux. »

En pratique, les négociations reprendront quand les USA respecteront les règles suivantes: 1) Respect et égalité de dignité entre les parties contractantes; 2) Aucune renonciation par Cuba à son projet de société socialiste et révolutionnaire; 3) Fin immédiate du blocus économique; 4) Restitution immédiate de la partie du territoire cubain où a été construite la base militaire de Guantanamo.

Achille Lollo : Les premiers présidents à avoir rencontré Miguel Diaz-Canel ont été le Vénézuélien Nicolas Maduro et le Bolivien Evo Morales. S›agit-il d›une simple démonstration diplomatique ou, au contraire, sommes-nous devant le renforcement d›une alliance politique, économique et géostratégique?

Luciano Vasapollo: Cela m'a fait un immense plaisir de voir Nicolas Maduro rencontrer Miguel Diaz-Canel, immédiatement après son élection, puis assister sur Telesur à sa rencontre avec le président bolivien Evo Morales. Ces deux rencontres ne sont pas seulement des manifestations diplomatiques. Au contraire, elles représentent, comme tu l'as dit, le renforcement d'une alliance, politique, économique et géostratégique. Autrement dit, le renforcement de l'ALBA, de la CELAC et de l'UNASUR, alors que l'impérialisme US tente de saper les organismes régionaux créés par les pays progressistes, après avoir réussi à démanteler le Mercosur en utilisant la crise du Venezuela, spécialement suscitée à cet effet, et celle du Brésil après la destitution parlementaire de Dilma Rousseff suivie de l'emprisonnement de l'ancien président Lula.

Je me réfère non seulement aux prochaines élections au Venezuela, que le PSUV et les partis qui constituent le Front populaire vont presque certainement gagner, maintenant à la présidence et à la tête du gouvernement un Nicolas Maduro de plus en plus déterminé à

suite à la page(18)



Le coin des crétins, Musée de la Révolution, La Havane



Le blocus contre Cuba est le plus long génocide de l'histoire

Cancer du col : Hécatombe silencieuse, dans l'indifférence de l'État !

Par Milo Milfort

Le cancer du col, «le mât suifé» des femmes haïtiennes !

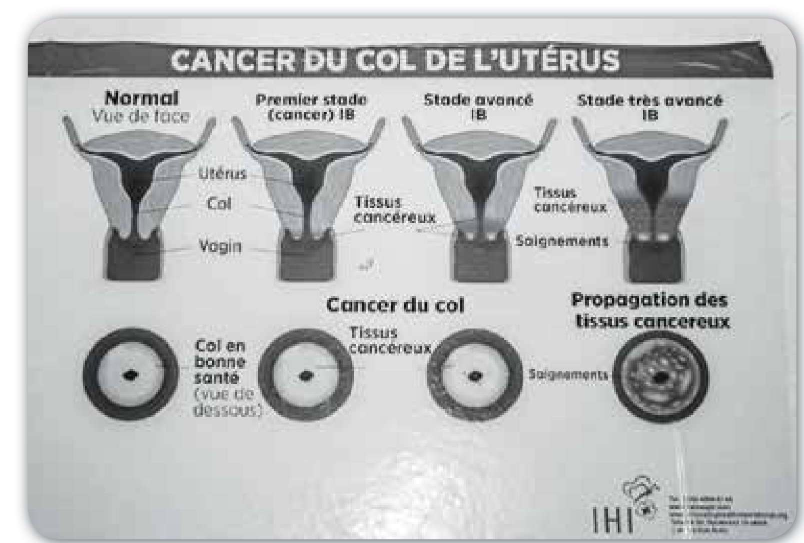
Le cancer du col de l'utérus fait des ravages en Haïti. Le pays ferait même partie des champions du monde dans ce triste domaine. La cause fondamentale de ce tueur silencieux est le papillomavirus humain (VPH) qui se transmet par contact sexuel. La plupart des femmes sont contaminées au tout début de leur activité sexuelle. Pourtant, un simple vaccin pourrait sauver des milliers de vies. Pourquoi alors les femmes haïtiennes continuent-elles de souffrir et de mourir du cancer du col ? Enquet'Action est allé à la recherche de certains éléments de réponses.

Enquête (1ère Partie)

Le cancer du col utérin est la première cause de mortalité liée au cancer chez les femmes en Haïti. Il représente un nombre annuel de décès estimé à 1400, très comparable à celui des décès maternels, selon l'Organisation panaméricaine de la Santé / Organisation mondiale de la Santé (OPS / OMS). Le pays compte pas moins de 10 mille nouveaux cas de cancer chaque année, révèlent des estimations combinées. Une bonne partie de ce chiffre se rapporte aux cas de cancer du col de la matrice qui souvent, ne sont pas diagnostiqués à temps.

Ainsi, ce cancer représente un frein au développement du pays en raison de son caractère débilitant et de sa prévalence chez des femmes en âge de travailler et de procréer, entretenant ainsi le cycle de la pauvreté dans laquelle patauge depuis plusieurs décennies ce pays des Caraïbes.

Des statistiques régionales, latino – américaines et Caraïbes révèlent qu'Haïti a le taux d'incidence le plus élevé pour le cancer de la matrice – soit de 94 pour 100 mille avec un taux de mortalité estimé à 53 pour 100 mille. Des chiffres alarmants révélateurs du manque de soins pour les femmes - mais qui sont loin de refléter la réalité du pays en raison des cas très souvent non diagnostiqués et de l'absence d'un registre national des cancers. « Nous recensons beaucoup de cas. Sur 100 examens, c'est possible de trouver environ 25 femmes qui possèdent des lésions pré - cancéreuses ou qui sont déjà dans une phase avancée du cancer du col utérin », soutient Dr Chantal Sauveur Jr Datus, directeur médical de la Maternité Isaïe Jeanty et Léon Audain (MIJ-LA) communément appelé Hôpital Chancerelles qui s'occupe de la santé des femmes – santé reproductive et santé génésique.



Un tueur silencieux …

La situation n'est pas trop différente dans les autres centres hospitaliers du pays.

Gaëlle Mondestin, la responsable des Communications au sein de l'IHI

« C'est le [type de] cancer le plus vu à l'Institut Haïtien d'Oncologie (IDHO) et même dans les consultations privées. Il est le [cancer féminin] le plus diagnostiqué en Haïti, pourtant il peut être évité si les femmes savaient l'importance de faire un Pap test chaque année. Ce qui aiderait à détecter bien avant toute trace de cancer et du coup, empêcher sa dégénérescence », persiste Dr Elsie Carrenard, membre fondatrice de la Société Haïtienne d'Oncologie (SHONC) institution qui gère l'IDHO. Ce dernier se donne comme mission d'éduquer et de former le personnel médical, mais aussi la société civile sur le cancer afin de diminuer le taux de morbi-mortalité en Haïti.



Pour Dr Christophe Millien, chef de service du département gynéco-obstétrique de l'Hôpital Universitaire de Mirebalais (Zanmi Lasante/MSPP), le cancer devrait être une priorité de santé publique. « La matérialisation d'une telle priorité, n'est pas faite », assure-t-il. Compte tenu du changement dans les habitudes alimentaires à travers le pays et dans le monde, il avance que les cas de cancer vont continuer d'augmenter.

Avec 528 mille nouveaux cas diagnostiqués et 270 mille décès estimés en 2012, le cancer du col de l'utérus est le quatrième cancer le plus répandu chez les femmes à l'échelle mondiale. Près de 9 de ces décès sur 10, soit au total 231 mille décès, sont survenus dans des pays à revenu faible ou moyen. Il est le cancer le plus fréquent chez la femme dans 45 pays, et il tue plus de femmes que toutes les autres formes de cancer dans 55 pays dont Haïti où il est le deuxième cancer le plus fréquent après la prostate.

« *L'âge moyen des rapports sexuels en Haïti, c'est 15 ans. Mais ce n'est pas seulement en Haïti, mais également aux Etats-Unis où nombreuses adolescentes sont en activité sexuelle précocement* », explique le Dr Millien. « Dans la problématique du cancer du col, le fait qu'il n'existe pas un registre national, il ressort des non-dits qui empêchent de mieux combattre [cette maladie] et agir efficacement ». Il rappelle que les statistiques autour de la maladie sont le fruit d'estimations faites par des organisations internationales.

Il existe deux méthodes pour diagnostiquer le cancer du col de l'utérus: le frottis vaginal, couramment appelé Pap test ou Pap-smear ou test de Papanicolaou suivant le nom de son inventeur Dr George Papanicolaou, qui est un examen simple et sans douleur servant à détecter des modifications anormales des cellules du col de l'utérus permettant ainsi de prévenir le développement du cancer du col. Et, l'Inspection Visuelle à l'Acide Acétique (IVA), un examen vaginal avec un spéculum pendant lequel un personnel de santé applique de l'acide acétique (vinaigre) dilué (3-5%) sur le col utérin. Le tissu anormal est visible temporairement car il blanchit lorsqu'il est exposé au vinaigre.

VIDEO : https://www.youtube.com/watch?v=hM54MLM083c

Toute femme en activité sexuelle doit faire un Pap test ou une IVA. Tel n'est pas le cas en Haïti. D'ailleurs, de nombreuses femmes ignorent même l'existence de ces tests.

« On connait son origine – ceci n'empêche qu'il continue de faire des dégâts », déplore Dr Carrenard administratrice de l'IDHO qui fait du dépistage, de la prévention et de la prise en charge du cancer.

Alors que cette maladie prend une dimension inquiétante et représente un lourd fardeau pour le secteur de la santé, les autorités haïtiennes ne manifestent aucunement la volonté politique d'introduire le vaccin anti-papillomavirus humain dans le Programme Elargi de Vaccination (PEV). Ce, en dépit des recommandations de l'Organisation panaméricaine de la Santé / Organisation mondiale de la Santé (OPS /OMS).



Dr Vincent De Gennaro responsable de l'Innovating Health International (IHI)

Vacciner à petites doses

Les vastes campagnes de l'ONG nationale Zanmi Lasante (ZL) de concert avec les directions sanitaires du Centre et de l'Artibonite, entre 2009 et 2018 ont permis de vacciner contre le VPH, plus de 34 mille enfants âgés de 9 à 14 ans notamment dans le Plateau Central (Mirebalais, Belladère, etc.), à St Marc, Petite Rivière de l'Artibonite et Verrettes. Entre 5 et 6 millions de dollars américains auraient été dépensés pour ces programmes (comprenant coût des vaccins, transport, stockage, opérations relatives à la campagne de vaccination). Le vaccin coûterait entre 11 et 13 dollars américains par personne pour la série. Soit deux vaccins par personne. « L'OPS/OMS travaille avec le ministère de la Santé et de la Population pour introduire le vaccin anti-papillomavirus humain dans son programme élargi de vaccination », lit-on dans un document de cet organisme acheminé à *Enquet'Action*. Des défis restent à relever reconnaissent ces deux organisations, à savoir : « Veiller à ce que les femmes soient conscientes de l›importance du dépistage, garantir l›égalité d›accès aux services de dépistage, couvrir les frais de vaccin et surmonter les sensibilités culturelles dans ce domaine », poursuit le document.

Hormis les programmes de ZL, rien de concret n'a été fait par les autorités haïtiennes. Insérer le vaccin anti VPH dans le programme national de vaccination du pays, pourrait coûter moins – puisque certaines bases utilisées pour d'autres programmes de vaccination existent déjà.

« En raison du prix bas sans précédent des vaccins anti-VPH, les pays les plus pauvres peuvent vacciner des millions de jeunes filles contre un cancer féminin dévastateur », lit-on sur le web site de Gavi, une organisation qui soutient l'introduction du vaccin anti-VPH à l'échelon national et la vaccination de multiples cohortes de jeunes filles âgées de 9 à 14 ans. Grâce à cette organisation basée en Suisse regroupant secteurs privé et public, ce vaccin ne coûte désormais que 4,50 US$ la dose, et l'approvisionnement peut être organisé là où la charge de morbidité est la plus élevée.

En Haïti, le budget du Parlement est plus élevé que celui de la Santé alors que le prix des vaccins anti-VPH n'a jamais été aussi bas. La part réservée à la Santé dans le budget national de 2017-2018 est de 6,1 milliards de gourdes, ce qui donne un pourcentage de 4,3%, soit environ 512 gourdes par habitant, dans un pays où il y aurait 2 millions de garçons et de filles qui ont besoin de vaccination en général.

Ce qui montre clairement que la Santé en général, et le cancer en particulier ne constituent pas une priorité de santé publique en Haïti.L'OMS, l'Alliance pour la prévention du cancer du col de l'utérus, la coalition Action contre le cancer du col de l'utérus et le Fonds des Nations unies pour la population ont appelé à mettre en place un programme complet de prévention du cancer du col de l'utérus, comprenant notamment la vaccination des jeunes filles, le dépistage et le traitement des femmes.

Partenaires

Nombre d'organisations sont activement impliquées dans la recherche clinique et opérationnelle, l'analyse des politiques et les actions de plaidoyer liées à la vaccination contre le VPH. Les partenaires et leurs principaux rôles comprennent :

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS)établit normes et directives et mène des activités de planification et de formation dans les pays ;

PATH soutient la recherche destinée à faciliter la prise de décisions sur la façon d'introduire les vaccins anti-VPH ;

L'UNICEF fournit une note d'informations sur le marché des vaccins anti-VPH. Celle-ci mentionne, entre autres, la demande actuelle, la

Joseph Ignace: indépendantiste guadeloupéen méconnu 1769-1802

Par Frantz Latour

Joseph Ignace est né à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, en 1769. Esclave, il décidera éventuellement de résister au système esclavagiste et d'en briser les chaînes en devenant marron, en se retirant dans les bois. En 1794, il entre dans l'armée coloniale et devient capitaine en 1801. Joseph Ignace s'oppose fermement au rétablissement de l'esclavage décrété en 1802 par Napoléon Bonaparte. Lorsque Victor Hugues*, en 1794, vint proclamer l'abolition, Ignace s'enrôla dans ses troupes et devint officier. Il s'engagea auprès du colonel Louis Delgrès **dans la résistance.

Le chef de bataillon Ignace, commandant le fort de la Victoire à Pointe-à-Pitre, refusa dès le 6 mai 1802 de se soumettre à Richepance qui, chargé par Napoléon de rétablir l'esclavage, venait de débarquer avec 3500 hommes, et souhaitait rassembler les soldats afro-descendants dans la savane de Stiwenson afin de les désarmer. Parti de Petit-Canal, Ignace rejoignit Delgrès à Basse-Terre. Fort de ses convictions, Ignace refuse d'obéir et s'enfuit. Il se rend à Petit-Canal, où il s'embarque pour rejoindre le 8 mai, à Basse-Terre, la résistance au rétablissement de l'esclavage en Guadeloupe (1802) mise en place par Louis Delgrès.

Résolument indépendantiste et souhaitant s'affranchir de tout ce qui venait de France, il était partisan d'une ligne plus dure que celle de Delgrès dont il fut pourtant le loyal compagnon.

Le 22 mai 1802, il réussit, avec lui, à sortir du fort de Basse-Terre encerclé par les troupes de Richepance. Les deux officiers se séparent en formant deux groupes : tandis que Delgrès reste dans les environs de Basse-Terre, Ignace marche vers Pointe-à-Pitre.

Assiégé le 25 mai 1802 au fort de Baimbridge par les forces françaises supérieures en nombre et en armes, Ignace se suicide. Près de 700 de ses compagnons, dont l'un de ses fils, sont tués. Les 250 survivants, dont le second fils d'Ignace, sont exécutés sur la place de la Victoire de Pointe-à-Pitre le 26 mai 1802.

Ignace avait fait le serment de « Vivre libre ou mourir ». Notre mémoire s'en souvient.

Statue de l'indépendantiste Joseph Ignace au Boulevard des Héros, ville des Abymes, Guadeloupe

Ndlr.

***Jean-Baptiste Victor Hugues:** administrateur français dans les colonies, il participa à l'application de l'abolition de l'esclavage à la Guadeloupe, puis à son rétablissement en Guyane.

** **Louis Delgrès.** Personnalité de l'histoire de la Guadeloupe. Colonel d'infanterie des forces armées de la Basse-Terre. Abolitionniste, il est connu pour la proclamation anti-esclavagiste signée de son nom, datée du 10 mai 1802, haut fait de la résistance de la Guadeloupe aux troupes napoléoniennes.

Sources:

- *Joseph Ignace, 1769-1802. L'Histoire des Antilles et de l'Afrique. 24 avril 2010*

Joseph Ignace, 1769-1802. Une autre Histoire. Novembre 2013

---

demande prévue et la disponibilité de l'approvisionnement. L'UNICEF apporte aussi son savoir-faire en matière de mobilisation sociale et de création de la demande ;

Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) apporte des compétences techniques en matière de santé génésique et fournit des estimations démographiques sur les adolescentes ;

Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) mène des études épidémiologiques visant à évaluer la prévalence du VPH ;

La Coalition « Action contre le cancer du col de l'utérus » mène des actions de plaidoyer et d'information ;

L'Alliance pour la prévention du cancer du col utérin fournit des actualités, des ressources, des informations et mène des actions de plaidoyer ;

Les fabricants de vaccins et le monde universitaire mènent des recherches cliniques ;

« Ce n›est pas encore une priorité. Il y a beaucoup d›autres choses qui nécessitent encore leur attention », se désole Dr Vincent De Gennaro responsable de l'Innovating Health International (IHI) – une ONG internationale qui implémente un vaste projet anti -cancer en Haïti depuis 2013.

L'IHI a inauguré en avril 2018 à Tabarre, un Centre de Traitement de Cancer, le deuxième plus grand et plus efficace programme de diagnostic et de traitement du Cancer en Haïti, après celui de l'Hôpital Universitaire de Mirebalais (HUM). De l'hôpital Bernard Mevs où le projet était logé à son arrivée sur Haïti, il a passé quelques années à l'Hôpital St Luc de Tabarre avant de faire l'acquisition de son propre local en face de la Sun Auto à quelques mètres de l'Ambassade américaine en Haïti.

« De 2013 à date, nous avons traité plus de 600 femmes atteintes du cancer du sein. 1500 patients au total sont traités », assure de Gennaro. « Le programme continue à croitre tous les jours. Parce qu'il y a un besoin ». Selon le responsable, ce n'est pas uniquement un centre de cancérologie, mais aussi et surtout un centre de santé pour les femmes. Avec ses maigres moyens, l'institution aide des patients à se rendre en République Dominicaine pour des soins de radiothérapie depuis plusieurs années.

« Le problème qui persiste chez nous est le manque de moyens », regrette-t-il. « Ça c'est la première étape, mais pas la dernière,

suite à la page(15)

MADAME LUCIENNE CHARLES EST MORTE

Nous annonçons avec infiniment de peine la triste nouvelle de la mort de Madame Lucienne Charles décédée le Mercredi 2 May 2018 à 2:00 PM à l'âge de 74 ans à l'hôpital Kings County de Brooklyn, New York. En cette pénible circonstance, nous présentons nos sincères sympathies à ses filles, Judith Polidor Styl et Natacha Francois Styl, à ses fils, St Louis Styl, Jocelyn Styl, Jacky Styl, Jackin Styl; à ses petites filles, Rose Vanessa Styl, Marie Anne Regina Styl, Lincey Izabella Styl, Jocelène Styl, Modeline Styl, Soraya Styl, Rose Merlanda Styl, Keischa Liz Styl, Raphaela Nardly Styl, Paula Charles, Melissa Styl, Kencess Polidor, et Mayile Francois;

à ses petits fils: Alain Bombard Styl, Joel Christopher Styl, St Louis Junior Styl, St Louis Junior Sebastien, Marco Styl, Doodley Presley Styl, Marckenley Sandro Styl, Marc Rossini Polidor; à son petit frère, Robert Dorvil; à ses petites soeurs, Francine Charles, Angèle Dorvil, et Jocelyne Ovilmar; à ses beaux fils, Marckenzie Polidor, Stevenson J Cesar, Jean Claude Francois; et à ses neveux et nièces, Westerband Brutus, Marie Michele Brutus, Mama Brutus, Wilkenson Ovilmar, et Marguerite Ovilmar.

La dépouille mortelle de Madame Lucienne Charles était exposée à Andrew Torregrossa & Sons Inc. Funeral Homes situé à 2265 Flatbush Ave, Brooklyn, NY le vendredi 18 Mai 2018 dès 6 :00 p.m. et les funérailles étaient chantées le samedi 19 Mai 2018 à l'église St. Jérôme de Brooklyn à 9 :00 AM.

La famille a reçu les invités après la messe à Rishavena Reception Hall, 2260 Flatbush Ave (en face du Funeral Home Torregrossa).

La mise en terre s'est fait en Haïti les 21 et 22 Mai 2018 à Pax Villa Funeral Home et à l'église du Sacré-Cœur de Turgeau.

« Que la terre lui soit légère »

Le mode opératoire des assassinats menés par le Mossad !

Par Ali Younes

Une fusillade mortelle en Malaisie met en lumière la politique de l'agence d'espionnage israélienne dans les assassinats ciblant les représentants palestiniens.

L'assassinat du scientifique palestinien Fadi Al-Batsh, âgé de 35 ans, dans la capitale malaisienne, Kuala Lumpur, a levé le voile sur un programme secret d'assassinats ciblés de Palestiniens considérés comme une menace par Israël. Al-Batsh a étudié le génie électrique à Gaza avant de décrocher un doctorat sur le même sujet en Malaisie. Il s'est spécialisé dans l'économie des systèmes électriques et énergétiques et a publié de nombreux articles scientifiques sur le sujet.

Le Hamas a déclaré qu'Al-Batsh était un membre important du groupe et a accusé le Mossad, l'agence israélienne du renseignement, d'être derrière cet assassinat. Selon le Hamas, Al-Batsh était un membre « loyal » et « un scientifique membre des jeunes chercheurs de Palestine » qui a apporté « d'importantes contributions » et a participé aux forums internationaux dans le domaine de l'énergie.

Le père d'Al-Batsh a déclaré à Al Jazeera qu'il suspectait le Mossad d'être derrière l'assassinat de son fils, il a appelé les autorités malaisiennes à apporter leurs éclaircissements sur ce complot meurtrier le plus vite possible. Selon le journaliste d'investigation israélien Ronen Bergman, l'un des plus éminents experts du renseignement israélien et l'auteur du livre Rise and Kill First: the Secret History of Israel's Targeted Assassinations, l'assassinat d'Al-Batsh porte toutes les marques d'une opération du Mossad.« Le fait que les assassins aient utilisé une motocyclette pour tuer leur cible, utilisée dans de nombreuses autres opérations du Mossad, et que l'opération ait été exécutée de façon nette et professionnelle, loin d'Israël, pointe vers une implication du Mossad, » a déclaré Bergman à Al Jazeera dans un appel téléphonique.

L'identification de la cible

Identifier une cible pour un assassinat par le renseignement israélien passe habituellement par plusieurs étapes institutionnelles et organisationnelles au sein du Mossad, plus largement de l'appareil du renseignement israélien et de la direction politique.

Parfois, la cible est identifiée par d'autres services nationaux et militaires. Par exemple, Al-Batsh aurait pu être identifié en tant que cible grâce à un recueil général de renseignements via les unités à l'intérieur des organisations militaires et d'espionnage israéliennes qui suivent le Hamas.

Al-Batsh aurait pu être identifié, également, par le biais d'autres opérations du renseignement israélien et leurs réseaux d'espionnage à travers le monde.

Des sources ont rapporté à Al Jazeera que les communications du Hamas entre Gaza, Istanbul (Turquie) et Beyrouth (Liban) sont étroitement surveillées par les réseaux du renseignement israélien. Ainsi, la sélection initiale d'Al-Batsh pourrait bien avoir été effectuée par le biais de ces filières.

Des amis d'Al-Batsh qui ont parlé à Al Jazeera, sous couvert d'anonymat, ont déclaré qu'il n'avait pas caché ses liens avec le Hamas. « Il était connu dans la communauté palestinienne pour ses liens avec le Hamas », a déclaré un ami.

Le processus d'assassinat

Après qu'Al-Batsh eut été identifié en tant que cible, le Mossad aurait alors évalué les ressources du renseignement pour décider s'il devait être tué, quels seraient les avantages de son assassinat et la meilleure méthode pour l'exécuter. Une fois le fichier sur la cible complété par l'unité spécialisée du Mossad, celle-ci communique ses résultats aux responsables du comité des services du renseignement, composé des chefs des organisations du renseignement israéliennes, et connu sous l'acronyme hébreu VARASH ou Vaadan Rashei Ha-sherutim.

Le VARASH ne discuterait que de l'opération et contribuerait par des avis et des suggestions. Cependant, il ne possède aucune autorité légale pour approuver une opération. Seul le Premier ministre israélien possède ce pouvoir. Selon Bergman, les premiers ministres israéliens préfèrent généralement ne pas prendre eux-mêmes cette décision pour des raisons politiques. « Généralement, le Premier ministre implique un ou deux autres ministres dans l'approbation de la décision, qui souvent inclut le ministre de la Défense » a déclaré Bergman.

Une fois l'approbation obtenue, l'opération revient ensuite au Mossad pour la planification et l'exécution, ce qui pourrait prendre des semaines, des mois et même des années, en fonction de la cible.

L'unité de Césarée

Césarée est une branche opérationnelle secrète du Mossad en charge de l'implantation et de la gestion des espions principalement dans les pays arabes et à travers le monde. L'unité a été créée au début des années 1970, un de ses fondateurs était un célèbre espion israélien du nom de Mike Harari.

Césarée utilise son vaste réseau d'espionnage dans les États arabes et dans l'ensemble du Moyen-Orient, pour recueillir les informations et mener une surveillance contre les cibles actuelles et futures. Harari a ensuite créé son unité la plus meurtrière, connue sous le nom hébreu de Kidon (« la baïonnette »), composée de tueurs professionnels spécialisés dans les opérations d'assassinat et de sabotage.

Les membres du Kidon sont souvent récupérés des sections de l'armée et des forces spéciales. Ce sont probablement des membres du Kidon qui ont assassiné Al-Batsh à Kuala Lumpur, ont rapporté des sources à Al Jazeera. Le Mossad ne cible pas seulement les dirigeants et opérationnels palestiniens mais aussi syriens, libanais, iraniens et européens.

Opérations d'assassinats ciblés

Césarée est l'équivalent du Centre d'Activités Spéciales de la CIA (SAC), qui s'appelait la Division des Activités Spéciales avant sa réorganisation et son changement de nom en 2016. La CIA mène ses missions paramilitaires top-secrètes – lesquelles incluent les opérations d'assassinats ciblés – par le biais de son Groupe d'Opérations Spéciales (SOG), qui fait partie du SAC et qui présente certaines similitudes avec le Kidon israélien.

Bergman écrit que jusqu'en 2000, l'année qui a marqué le déclenchement de la seconde Intifada dans les territoires palestiniens occupés, Israël a mené plus de 500 opérations d'assassinat ayant causé la mort de plus de 1000 personnes, aussi bien des cibles que des passants. Durant la seconde Intifada, Israël a mené 1000 opérations supplémentaires dont 168 ont réussi, écrit-il dans son livre.

Depuis, Israël a mené au moins 800 autres opérations visant à assassiner les dirigeants civils et militaires du Hamas dans la bande de Gaza et à l'étranger.

Coopération arabe avec le Mossad

Le Mossad entretient des liens organisationnels et historiques formels avec certains services du renseignement arabes, notamment avec les agences d'espionnage jordaniennes et marocaines.

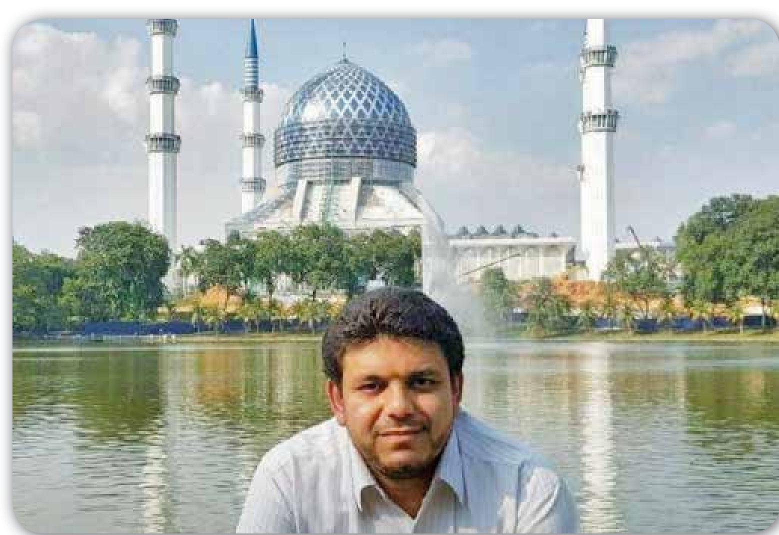
Plus récemment et à la lumières des alliances mouvantes dans la région, et des menaces croissantes d'acteurs armés non-étatiques, le Mossad a élargi ses liens avec les agences arabes du renseignement à certains États du Golfe et à l'Égypte.

Le Mossad maintient un centre régional pour ses opérations au Moyen-Orient dans la capitale jordanienne Amman. Quand le Mossad a tenté d'assassiner le chef du Hamas Khaled Meshaal à Amman en 1997 en lui pulvérisant une dose mortelle de poison dans l'oreille, le défunt roi Hussein a menacé de révoquer le traité de paix conclu avec Israël, de fermer l'antenne d'espionnage à Amman et de rompre les liens israélo-jordaniens, incitant ainsi Israël à fournir l'antidote qui a sauvé la vie de Meshaal.

Dans son livre, Bergman cite des sources du Mossad pour soutenir que le général Samih Batikhi, chef de l'espionnage jordanien à cette époque, était en colère contre le Mossad pour ne pas l'avoir informé du complot d'assassinat car il aurait voulu participer à la planification de l'opération. Un autre pays arabe entretient de forts liens avec le Mossad depuis les années 1960 : il s'agit du Maroc, selon les recherches de Bergman. « Le Maroc a reçu des renseignements et une assistance technique précieux de la part d'Israël, et en échange [le défunt roi] Hassan a permis aux juifs du Maroc d'émigrer vers Israël, et a autorisé le Mossad à établir une antenne dans la capitale Rabat, d'où il peut espionner les pays arabes », écrit Bergman.

La coopération avait atteint un pic tel que le Maroc a laissé le

suite à la page(15)



Le scientifique palestinien Fadi Albatsh, assassiné en Malaisie par le Mossad - Photo : via Twitt

Nous avons la possibilité réelle de gagner la présidence de la République pour la cinquième fois. »

Par Christophe Ventura

A 36 ans, la députée de l'Etat de Rio Grande do Sul est la pré-candidate du Parti communiste du Brésil (PCdoB) à l'élection présidentielle brésilienne prévue le 7 octobre 2018. Engagée aux avant-postes de la bataille contre le « coup d'Etat » institutionnel que vit son pays et pour la libération de l'ancien président Lula auprès duquel elle a fait campagne jusqu'à son incarcération « arbitraire », Manuela D'Ávila a accepté de nous donner son point de vue sur la crise démocratique qui affecte le Brésil. Elle expose aussi pour Mémoire des luttes ses analyses sur les enjeux de la campagne actuelle. Propos recueillis par Christophe Ventura



Manuela D'Ávila députée de l'Etat de Rio Grande do Sul est la pré-candidate du Parti communiste du Brésil (PCdoB) à l'élection présidentielle brésilienne prévue le 7 octobre 2018.

Christophe Ventura (CV) : Plus d'un mois après l'incarcération de l'ancien président Lula (intervenue le 7 avril 2018), comment analysez-vous la situation politique de votre pays ? Traverse-t-il une crise exclusivement liée au sort de Lula ou une crise démocratique plus large ? Selon vous, le Brésil est-il toujours une démocratie ?

Manuela D'Ávila (MdA) : L'une des caractéristiques de la période actuelle est la suivante : le capitalisme en crise est chaque fois moins disposé à accepter les règles du jeu démocratique. Néolibéralisme et démocratie ne fonctionnent plus ensemble. Les élites économiques n'ont aucune honte à contourner la démocratie, si elles considèrent leurs intérêts en danger. C'est essentiellement la raison des menaces qui pèsent sur la démocratie au Brésil.

Cette crise s'est aggravée avec la détention arbitraire de l'ancien président Lula. Mais elle a commencé avec la destitution, sans aucune base légale, de la présidente élue Dilma Rousseff en 2016. Les forces conservatrices, mécontentes après leur quatrième défaite électorale [2014] – qui a empêché la mise en place de leur agenda néolibéral – ont organisé un consortium pour trouver le chemin les menant au pouvoir et mettre en place ce programme ultralibéral et antinational. Ce programme étant très impopulaire, il ne pouvait s'imposer que de manière autoritaire. C'est ce que nous vivons actuellement au Brésil. C'est pour cette raison que nous affirmons que la sortie de crise n'est pas possible sans une reprise du processus démocratique et le respect du pouvoir souverain du vote. Cette démarche inclue le droit de l'ancien président Lula à se présenter aux élections.

CV : Comment définiriez-vous la nature du pouvoir actuellement en place dans votre pays ?

MdA : C'est un pouvoir illégitime qui développe un programme de type néolibéral et néocolonial et qui n'est pas issu d'un vote souverain. L'activisme croissant du pouvoir judiciaire provoque quant à lui un déséquilibre très fort du système des pouvoirs. Ceci affecte la démocratie. En temps normal, celui qui détient la responsabilité de légiférer, ou de faire partie de l'exécutif, a été élu pour remplir cette fonction et garantir ainsi l'exercice de la démocratie. Ce contexte de déséquilibre entre les pouvoirs, conjugué au fait que gouverne un exécutif non issu de la légitimé du vote populaire, affaiblit le pays et le place au centre de l'une des plus graves crises de son histoire récente.

CV : Qui gouverne le Brésil ? Au service de quel projet au-delà de l'élection à venir ? Avec quels relais au niveau international ?

MdA : Dans l'illégitimité, Michel Temer gouverne pour les secteurs qui ont appuyé le coup, pour le système financier, pour les grands chefs d'entreprise et pour d'autres intérêts étrangers. Nous observons qu'en quelques mois, il a développé un plan de destruction des instruments de l'Etat national, de réduction des politiques sociales et des droits de travailleurs. Certaines entreprises stratégiques telles qu'Electrobras [secteur de l'énergie] sont mises en vente. Temer mène une politique de destruction de la banque publique, en particulier de la BNDES [Banque nationale de développement économique et sociale], notre banque de développement. Encerclé par des scandales de corruption qui le touchent très directement, il transforme les intérêts du Brésil et de son peuple en monnaie d'échange pour sauver sa peau.

CV : Quelle va être la stratégie du pouvoir et de la droite lors des élections ? Qui sera leur candidat ? En France et en Europe, le nom de Jair Bolsonaro fait frémir. A-t-il une chance de gagner ? Comment s'explique son ascension ?

MdA : Les forces de la droite tentent de s'unir, mais jusqu'à maintenant, elles rencontrent des difficultés pour le faire, ce qui les place dans une position difficile. Il n'y a pas un seul candidat portant leur programme qui obtienne au moins 10 % de soutien. Malgré le coup d'Etat et l'arrestation de Lula, le seul candidat qu'ils ont pu trouver est Jair Bolsonaro. Ce dernier, pour satisfaire les marchés financiers, propose un agenda libéral et la privatisation des entreprises publiques. La popularité de Bolsonaro s'explique seulement par la perte de crédit de la politique, par un discours conservateur d'intolérance, alimenté depuis des années par la force principale de la droite, le PSDB [Parti de la social-démocratie brésilienne]. Aujourd'hui, ils récoltent ce qu'ils ont semé.

CV : Quel est le sens de votre candidature à l'élection présidentielle dont le premier tour se tiendra le 7 octobre ? Quel projet porterez-vous devant les brésilien(ne)s ?

MdA : Ma pré-candidature poursuit un objectif : contribuer à la recherche de solutions face à la très grave crise qui vit le Brésil. L'élection constitue une opportunité pour débattre d'un projet de développement qui relance la croissance économique du pays, promeuve sa réindustrialisation, garantisse les droits sociaux et individuels et développe des politiques publiques pour les femmes, les jeunes, les noirs, les habitants des périphéries, toutes ces catégories de la population qui se sont appauvries, à qui on a volé leurs droits et qui restent à la marge des priorités et des décisions gouvernementales.

Nous avons un programme pour que le Brésil se développe en tant que nation fière et souveraine au sein de la communauté internationale, loin de la posture servile qui le caractérise actuellement face au pouvoir des intérêts politiques et économiques des puissances étrangères. Nous voulons une économie qui produise des richesses destinées à l'ensemble de la société. Il nous semble inadmissible que le 1 % de l'élite brésilienne représentée par Temer

Suite de la page (13)

la prochaine c'est la construction d'un centre de radiothérapie », termine le responsable. https://haitiliberte.com/innovating-heath-international-ihi-inaugure-un-centre-de-traitement-de-cancer-en-haiti/

Dans une entrevue exclusive à *ENQUET'ACTION*, Gaëlle Mondestin, la responsable des Communications au sein de l'IHI, met en exergue la complexe situation dans laquelle se trouvent les femmes victimes du cancer. « La majorité des patientes n'ont pas de moyens et ne savent pas ce qu'est le cancer », dit-elle. « En Haïti, quand on te dit cancer, tout le monde pense que tu vas mourir ».

Un terrain propice : la misère

Les femmes haïtiennes entretiennent des relations sexuelles trop tôt à un moment où leur matrice est immature donc incapable de faire les frais d'un rapport sexuel, entretenu parfois avec des partenaires multiples de générations différentes, mais aussi des comportements sexuels osés. Tout un ensemble de facteurs qui les exposent à des infections et maladies sexuellement transmissibles MST / IST dont la syphilis, l'herpès, la tuberculose génitale, le SIDA qui sont des cofacteurs non négligeables et le papillomavirus humain (VPH) oncogène sexuellement transmissible - le facteur déterminant responsable du cancer du col. « On ne peut isoler le col, des autres parties, quand on imagine comment se passe un rapport sexuel, on aura des VPH dans la gorge, la langue et les cordes vocales. Puisqu'on déglutit, on aura du cancer dans l'œsophage, l'anus, etc. Donc, cette pathologie ne doit pas être prise seule. Elle est corrélationnelle avec d'autres cancers suivant comment s'effectue le rapport sexuel », indique Dr Jean Ronald Cornelly directeur exécutif du Centre National de Radiothérapie, de Chimiothérapie et de Médecine Nucléaire (CNRMN) qui n'existe qu'en projet. https://www.enquetaction.com/centre-radio-victime-debacle-seisme

Le col de l'utérus est la partie basse et étroite de l'utérus. Un cancer du col de l'utérus est une maladie qui se développe sur la muqueuse du col de l'utérus, autrement dit sur le tissu qui le recouvre. Plus précisément, elle prend naissance dans la première couche de la muqueuse qui porte le nom d'épithélium.http://www.e-cancer.fr/Patients-et-proches/Les-cancers/Cancer-du-col-de-l-uterus/Points-cles

Les symptômes de la maladie les plus fréquents sont les saignements vaginaux hors des règles, pendant et/ou après des rapports sexuels, des pertes vaginales, des lésions cutanées, douleurs génitales lors des rapports sexuels, des douleurs pelviennes, etc. Les femmes les plus pauvres et celles qui vivent dans les quartiers et régions défavorisées sont les plus exposées. Nombre de ces facteurs et symptômes sont inconnus des femmes haïtiennes.

Pour certains médecins, si dans les pays les plus avancés, ces symptômes se font sentir après 50 ans chez les femmes, pour Haïti - il est tout à fait différent. De nombreux cas de cancer de femmes âgées de 25 à 30 ans ont été découverts. Parfois, ce sont des cancers qui sont dans un stade avancé. « C'est une question purement scientifique. Haïti remplit toutes les conditions pour avoir ce fort taux de cancer du col de l'utérus. Les conditions socio-économiques ont un impact important sur le problème de Santé en général, le cancer en particulier », souligne Dr Cornelly.

« C'est un cancer qui répond à toute une série de conditions : pauvreté, manque d'informations et système de santé non organisé. Les femmes ignorent qu'elles doivent faire de la prévention, d'éviter d'avoir des rapports sexuels avec une pléiade d'hommes [trop tôt], de se protéger et de voir en médecin quand elles ressentent une anomalie au niveau du



vagin », renchérit Dr Carrenard, administratrice de l'IDHO de la SHONC.

Le Dr Millien évoque pour sa part « *les déterminants sociaux de la santé qui ont un impact majeur sur le développement de la maladie* ». « *Ces personnes mangent très mal. Tank ou plis mal manje, tank ou eskpoze ak maladi a* ». Pire, « elles sont abandonnées à elles-mêmes et ne peuvent faire le dépistage ».

Une étude qui en dit long !

Il y a un manque flagrant d'informations et de sensibilisation autour de la maladie comme c'est le cas pour de nombreuses autres, constate *Enquet'Action*. Une vaste enquête menée par des organisations non gouvernementales haïtiennes et l'Innovating Health International à travers Haïti, le confirme. « Les données quantitatives indiquent de faibles niveaux de connaissances sur le cancer dans toutes les régions géographiques du pays entre les hommes et les femmes. Environ un répondant sur cinq a dit savoir comment une femme contracte un cancer du sein ou du col de l›utérus », révèle cette étude qui affirme que les faibles niveaux de connaissance des facteurs de risque et des symptômes entravent les efforts de prévention et de contrôle du cancer en Haïti.

Les femmes en savent beaucoup moins sur le cancer du col de l'utérus que sur le cancer du sein, les adolescents en savent moins que les plus âgés sur le cancer du col de l'utérus et 40% des patients atteints de cancer ont déclaré être victimes de violences sexistes, dévoile-t-elle.

A Mixed Methods, Community-Based Investigation on Women's Cancer Awareness in Haiti, élaboré par les plus grands experts haïtiens en Cancérologie souligne que la stigmatisation, la peur du rejet de la maison ou de leur communauté, les dépenses de traitement élevées, la distance des centres de traitement, le faible soutien communautaire, le faible revenu et faible niveau d'éducation sont notamment des facteurs expliquant le suivi insuffisant et la présentation tardive à l'hôpital des femmes souffrant du cancer en général, du col de la matrice en particulier. « Le Nord-Ouest et le Sud sont peut-être les moins bien informés, car ils sont aussi parmi les régions les plus pauvres d›Haïti », note le document expliquant que cette situation serait dûe au fait qu'il n'y a pas beaucoup de pénétration de la santé à grande échelle ou de l'éducation sans but lucratif dans ces régions du pays.

Très peu de femmes ont clairement établi que le cancer du col de l'utérus est sexuellement transmissible.

La peur de la violence et la discrimination constituent de grandes barrières pour les femmes qui cherchent des soins contre le cancer. La dépendance économique et la réticence des chefs de famille à payer pour le traitement peuvent aussi conduire à ce que les femmes soient renvoyées à différents médecins, alors qu'elles recherchent des moyens de traitement rentables, explique ce rapport.

Tout comme les femmes vivant avec le VIH / sida, les femmes victimes de violences sexuelles et sexistes sont plus vulnérables à contracter le VPH et, par conséquent, à développer un cancer du col de l'utérus.

Plus de 80% des femmes souffrant du cancer viennent à l'hôpital seulement quand la maladie est à un stade avancé (III et IV). Les soins palliatifs sont alors la seule option. Cette situation s'explique notamment au fait que les femmes ont un accès limité au dépistage et au traitement des lésions précancéreuses.

*** ENQUET'ACTION est un média en ligne d'investigation journalistique, de journalisme multimédia et de journalisme de fond, créé en février 2017 à Port-au-Prince et lancé officiellement en juin 2017. Axé sur le journalisme de qualité qui croit à un accès libre à l'information, il ambitionne de devenir une source d'informations indispensable pour les médias nationaux et internationaux, de même pour le public. Il est né de la volonté de renouer avec les fondamentaux du journalisme qui vise la quête de vérité afin de permettre à la presse de jouer véritablement son rôle de contre-pouvoir.**

Suite de la page (14)

Mossad installer des micros dans les salles de réunions et les chambres privées des chefs d'États arabes et de leurs commandants militaires pendant le sommet de la Ligue arabe qui s'est tenu à Rabat en 1965. Le sommet avait été convoqué pour établir un commandement militaire arabe commun.

Les méthodes de la CIA et du Mossad

Contrairement au Mossad et aux autres organisations du renseignement israélien qui ont une grande marge pour décider qui assassiner, la CIA suit un laborieux processus juridique à plusieurs niveaux impliquant le Bureau de l'avocat général de la CIA (« Office of General Counsel, OGC »), le Département de la Justice et le Bureau du Conseiller juridique de la Maison-Blanche

L'exécution d'une opération d'assassinat ciblé par la CIA repose en dernière instance sur l'autorisation présidentielle par le biais d'un document juridique souvent rédigé par le Bureau de l'avocat général et le Département de la Justice, le Presidential Finding Authorization (PFA).

Ce document confère un pouvoir légal par lequel la CIA peut exécuter des missions d'assassinats ciblés. Un processus de révision à plusieurs niveaux, impliquant plusieurs agences, mené principalement par les juristes du Département de la Justice, de la Maison-Blanche et de la CIA, doit avoir lieu avant que le président n'appose sa signature sur le PFA.

On estime que Barack Obama, en tant que président des USA a autorisé environ 353 assassinats ciblés, principalement sous forme d'attaques de drones. Son prédécesseur George W Bush a autorisé environ 48 opérations d'assassinats ciblés.

Le processus juridique

Un ancien responsable de la CIA a déclaré à Al Jazeera sous couvert d'anonymat que « la CIA ne décide pas qui tuer ».

« Le processus juridique rend très difficile à la CIA de tuer quelqu'un juste parce que la CIA le considère comme un méchant », a-t-il déclaré.

La plupart des opérations d'assassinats ciblés de la CIA impliquent des frappes de drones et reposent sur l'autorisation du président. S'adressant à Al Jazeera, Robert Baer, un ancien responsable des opérations a déclaré : « La Maison-Blanche doit signer pour une opération d'assassinat ciblé, surtout s'il s'agit d'une cible de grande valeur. »

« Le cas est différent, cependant, si l'opération est conduite sur un champ de bataille ou en période de guerre comme en Afghanistan et en Irak : dans ce cas, les officiers sur le terrain ont une plus grande marge légale pour exécuter leurs assassinats ciblés. »

Pour le Mossad, la légalité de l'assassinat de n'importe quelle cible est beaucoup plus libérale et n'implique pas de contraintes juridiques similaires à celles suivies par la CIA, selon les sources familiarisées avec le processus. « Cela fait partie de leur politique nationale », a déclaré Baer, se référant à la politique des assassinats ciblés.

Original: How Mossad carries out assassinations
Tlaxcala, le 10 mai 2018
Chronique Palestine 10 MAI 2018

et le capital financier puisse détruire le 99 % restant composé des femmes, des jeunes, des noirs et des autres groupes sociaux qui travaillent et produisent la richesse du pays.

CV : Comment concevez-vous l'articulation entre votre candidature et le reste des forces politiques et sociales de la gauche brésilienne ?

MdA : C'est aussi un objectif de notre pré-candidature : contribuer à l'unité des forces progressistes. Mon parti et moi-même pensons avant tout au Brésil. Lutter pour l'unité populaire est la marque de notre histoire longue de 96 ans. Nous avons toujours cherché des chemins plus unitaires. Cette année nous avons réussi – et c'est inédit – à définir une unité programmatique à partir des fondamentaux de tous les partis de gauche. Ainsi, nous avons donc élaboré un programme commun avec le PSOL [Parti socialisme et liberté], le PCdoB, le PDT [Parti démocratique du travail] et le PT [Parti des travailleurs]. Et même avec la contribution des fondateurs du PSB [Parti socialiste brésilien]. Il s'intitule « Unité pour la reconstruction du Brésil » [1].

Nos différences sont mineures comparées aux défis qu'affrontent notre pays et notre camp. Nous allons avancer vers l'unité de tout le monde, et si nous n'arrivons pas au premier tour, nous le ferons au deuxième tour. Je crois que la gauche brésilienne a toutes les chances d'arriver au deuxième tour et d'emporter l'élection. Pourquoi ? Parce que le projet proposé par le camp ultralibéral n'a jamais gagné une élection. Nous avons la possibilité réelle de gagner la présidence de la République pour la cinquième fois.

CV : Dans son ouvrage Le chevalier de l'espérance écrit en 1941 et publié en France une seule fois en 1949, l'écrivain brésilien Jorge Amado conte l'histoire légendaire et épique de Luis Carlos Prestes, illustre dirigeant communiste – « gaucho » comme vous – du Brésil. Entre 1924 et 1927, à la tête de la fameuse « colonne Prestes » et de ses 1 500 hommes, il va parcourir près de 26 000 kilomètres qui le conduiront de l'Etat de Rio Grande do Sul à l'Etat amazonien de Maranhao, du Parana au Mato Grosso dans une expédition dont le but était de comprendre la réalité du Brésil et de son peuple. Il s'agissait aussi de le soulever contre l'oppression et le gouvernement, « d'ouvrir les chemins de la révolution brésilienne ». Amado nous dit que « Luis Carlos Prestres [apprit] du peuple les problèmes du Brésil ». Vous voyagez beaucoup à travers le Brésil. Qu'avez-vous appris du peuple ces dernières années, de la destitution de Dilma Rousseff au scandale « Lava Jato » en passant par le coup porté contre Lula et l'ensemble de la gauche organisée dans votre pays ?

MdA : Cette campagne est la septième à laquelle je participe. Dans chacune, j'ai toujours appris auprès de notre peuple. Le Brésil est un immense pays, et son peuple est merveilleux, créatif et plein de potentialités. Il n'est pas possible de vivre dans un pays si riche avec autant de pauvreté et d'inégalités. Nous voulons toucher de près ce rêve intense qui se nomme Brésil. Nous réunissons maintenant toutes les conditions pour répondre aux souhaits ardents de liberté, de développement et de justice sociale qui s'expriment dans le pays. La vie m'a démontré qu'avec le peuple, nous pouvons réaliser des conquêtes mémorables.

NOTES

[1] Lancé le 20 février 2018 : https://fpabramo.org.br/wp-content/uploads/2018/02/Manifesto-Funda%C3%A7%C3%B5es-def-06-02-18-1-2.pdf

Traduction : Rosa Gutierrez
Mémoire des luttes 24 mai 2018

Suite de la page (8)

blocage des usines et les manifestations comme celles des 21 et 22 mai dernier. Des manifestations au cours desquelles l'on a enregistré quelques échauffourées, soit sur le boulevard Toussaint Louverture, soit à l'intérieur du Parc industriel SONAPI à Port-au-Prince. En tout cas, ces mouvements et revendications auront servi à quelque chose sur le plan politique. Puisque des parlementaires, entre autres les députés Joseph Manes Louis de Cabaret et Jean-Robert Bossé d'Aquin, se sont emparés du dossier.

Tous deux ont promis de porter une proposition de loi au Parlement sur la question de salaire minimum à 1000 gourdes par jour. Certes, ils n'obtiendront pas 1000 Gdes, mais espérons qu'ils seront soutenus par leurs pairs sur ce sujet sensible. C'est un sujet qui touche, en fait, les principaux bailleurs de fonds des principaux candidats aux élections présidentielles et des candidats pour les différentes assemblées du pays, principalement le Sénat et la Chambre des députés. Quant au gouvernement, les syndicats, par la bouche de l'un des leurs, Télémaque Pierre, Porte-parole de la Plateforme syndicale Batay-Ouvriye des usines de textiles, critiquent sa complicité avec les patrons avec les prises de position du ministre du Travail et des Affaires Sociales, madame Stéphanie Auguste.

Et sans oublier celui de la Culture et de la Communication, Guyler C. Delva, qui condamne « les actes d'agressions, de violence et de vandalismes commis par certains individus mal intentionnés » selon lui et dénoncés aussi par Georges Sassine, le Président de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH). Enfin, il reste une situation assez compliquée pour le Président de la République, Jovenel Moïse, qui fait face à un dilemme. Coincé entre son envie d'augmenter les prix du carburant dont les syndicats de ce secteur menacent de rentrer eux aussi en grève et la très forte mobilisation des organisations syndicales et les employés du secteur du textile réclamant une augmentation largement surestimée, la marge de manœuvre reste extrêmement serrée. Il ne lui reste qu'à suivre les bons conseils de son ami et ancien Premier ministre Evans Paul (KP) qui lui enjoint, entre le marteau et l'enclume, de faire un choix judicieux : celui de préserver la paix sociale. Comme on peut l'observer, en Haïti, la question du salaire minimum demeure donc pour tous les gouvernements une sorte de boomerang.

C.C

Suite de la page (7)

populaires connaîtraient un meilleur sort. L'affaire Pétro Caribe pousse à faire oublier ou à sous- estimer tous les détournements des fonds publics qui enrichissent cette clique très puissante, tapie dans les trois sphères républicaines- l'exécutif, le judiciaire, le législatif- qui a subjugué le pouvoir politique. Sans nier l'effet pervers que le pillage des caisses de l'État et le gaspillage de plus de trois milliards de dollar américain que nous sommes en train de rembourser au Venezuela, exercent sur la situation difficile du pays, il est faux qu'ils soient les seuls responsables de la condition abjecte de ces masses. Cependant, cela ne nous interdit pas de reconnaître sa vraie nature.

« L'analyse de la corruption d'après Leslie Péan, ne saurait se borner à la sphère économique mais doit aborder tout le système social. En effet, il n'y aurait pas une corruption économique et financière qui aurait des frontières nettes avec les autres instances de la vie dans une société » (4)

C'est cette frontière qu'aucune politique de droite ne peut transgresser. Il est inutile de s'attarder sur l'identité des personnalités qui forment ce comité en dépit du poids de l'apport individuel de chacune et de chacun deux, ce pour éviter de porter l'accent sur le secondaire au détriment du principal. Ce système politique prédateur a ses exigences et ses codes. Il ne permet à ses administrateurs que de polir sa surface et leur enlève tout droit de toucher à son essence. Seules les masses populaires encadrées par leur parti politique autonome sont capables dans un soulèvement révolutionnaire d'accomplir cette dernière tâche.

Comment ces personnalités vont-elles s'attaquer au dossier de Petro Caribe qui est une expression majeure de la corruption qui, elle, est consubstantielle au capitalisme et à tous modes de production dominés par la propriété privée des moyens de production dont Haïti n'en est qu'un maillon? Est- il possible de toucher à la malversation de ce fonds sans toucher tous les autres paliers tels que la contrebande et autres pratiques illicites que renferme la corruption en tant que concept inhérent à un système politique ?Les États-Unis d'Amérique, la première force impérialiste au monde, toute proportion gardée, n'est pas épargnée de cette plaie qui les ronge aussi. Le vice- président Al Gore s'était contenté occasionnellement d'évoquer ses effets sur le système et la secrétaire d'État Mme Albright de lui donner une certaine explication.

{Le vice-président américain Al Gore a sonné l'alarme le 24 février 1999 à une grande conférence sur le thème de la corruption internationale organisée par la Banque mondiale en disant que « la corruption dans un pays peut avoir des répercussions dans le monde entier ». A cette occasion, le secrétaire d'État des USA, Madeleine Albright, déclara que « la corruption n'est pas un produit naturel du capitalisme mais plutôt sa perversion » }(5)

Ce n'est pas le démenti de Mme Madeleine Albright qui nous convaincra du contraire. Car, elle n'a pas pu démontrer pourquoi la corruption comme simple perversion du capitalisme n'a jamais été nulle part éliminée même là où le capitalisme s'est érigé en mode de production dominant ou émergeant. D'ailleurs, ce sont dans les pays du capitalisme émergeant que la corruption a le plus le vent en pourpre. Cette évidence observée dans le bloc constituant le BRICS a donné raison à la thèse de Karl Marx de l'accumulation primitive du capital.

La corruption qui s'est érigée en mode de gouvernance a connu ses premiers moments dès la création de l'État.

Pour Leslie Péan: « Si la gestion des finances publiques et tout ce qui rapporte à l'exécution des dépenses et des recettes publiques pose problème depuis l'indépendance, il importe d'éclairer ce qui, dans la formation sociale haïtienne, bloque le passage à d'autres pratiques. On montrera que l'indépendance n'a pas éliminé les pratiques fiscales de l'ancien régime. Au contraire, elles sont restées en vigueur et se sont perpétuées au cours des ans. La corruption prend donc sa source dans le système colonialiste raciste qu'Haïti a répudié comme pour mieux en assurer la continuation sous les formes du mulâtrisme et du noirisme. Avec tout ce que cela comporte d'absence d'institutions, de pouvoir absolu et personnel, et de négation de la société civile. » (6)

L'exemple des condamnés du procès de la Consolidation qui, sans avoir purgé légalement leur peine, se sont, en moins d'une génération et grâce au concours des donneurs de leçon démocratique et de la bonne " gouvernance" occidentaux, hissé à la première magistrature de l'État, consiste bien à expliquer le phénomène de la corruption. Les cas sont légions à travers toute notre histoire de peuple. La différence ne se trouve pas dans leur nature mais dans leur intensité. Aujourd'hui la corruption fortement alimentée par l'impunité, s'est répandue dans toutes les classes et couches sociales.

« Le conservatisme des propriétaires fonciers féodaux mobilisant leur clientèle paysanne dans des bandes armées nommées Cacos a été l'ultime stratagème des forces d'archaïsme pour barrer la route à Anténor Firmin en juillet 1911 en lui préférant le corrompu Cincinnatus Lecomte. La société haïtienne faisait le choix de prolonger dans une corruption sans remède avec le soutien des puissances internationales du moment (L'Allemagne, États-Unis) qui appuyèrent l'arrivée au pouvoir de Lecomte. L'adoption définitive des valeurs de corruption sera démontrée par la nomination ultérieure comme Présidents de la république de deux autres condamnés du Procès de la Consolidation c'est-à-dire Tancrède Auguste en 1912 et Vilbrun Guillaume Sam en 1915. » (7)

Que faut- il faire pour débarrasser le pays de ce fléau endémique?

Pour débarrasser le pays de ce fléau endémique, il s'avère nécessaire de détruire le système qui sert de milieu naturel aux actrices et aux acteurs qui s'y abreuvent comme classes sociales. Pour éradiquer la malaria, il faut éliminer les moustiques et les gîtes qui les abritent. La corruption étant un épiphénomène, tout gouvernement progressiste et soucieux d'une bonne utilisation des deniers publics possède suffisamment de moyens pour pallier certains de ses effets délétères. Sa solution définitive ne peut être que l'œuvre des masses populaires en mouvement révolutionnaire. Les problèmes que le comité des États généraux évoquera ne seront que la palissade car, ces problèmes sont connus de toutes les classes sociales. Cependant, il sera très difficile à ce comité de proposer une voie alternative à ces problèmes à cause de "la détermination structurelle de la classe sociale" du comité en nous référant à une abondante étude de Nicos Poulantzas dans son livre" Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui".

Nous concluons notre essai avec les deux citations suivantes: « Dans la mesure où l'intolérance est liée au pouvoir et à sa conception, il n'y aura pas mieux pour en faire l'autonomie que d'analyser le pouvoir, ou plutôt le rapport au pouvoir, dans la société haïtienne. La préoccupation excessive pour la présidence, l'utilisation de tous les moyens dans la compétition pour le pouvoir, l'extrême violence comme stratégie contre les adversaires politiques sont d'importants indicateurs de cette disposition à imposer aux autres ses propres convictions... Le cas historique du procès de la Consolidation, par de-delà sa dimension symbolique, permet de comprendre l'histoire du pouvoir et les multiples figures d'intolérance qu'elle génère. Loin d'être résiduelle et marginale, l'intolérance se révèle essentielle, centrale pour monnayer le pouvoir et reflète une vision particulière d'un style de vie » (8)

« On peut adopter les lois que l'on veut contre la corruption, les affaires et les privilèges, mener toutes les enquêtes possibles, on peut même diminuer et limiter leur importance, mais on ne peut pas les éliminer. Car leur existence et celle du capitalisme sont tellement imbriquées l'une dans l'autre que l'on ne peut supprimer l'une sans éliminer l'autre. Les lois et les mesures prises pour lutter contre la corruption ne sont que des paravents derrière lesquels la bourgeoisie dissimule ses forfaits. Le problème n'est donc pas l'existence de la corruption, des scandales financiers, des affaires et autres privilèges, mais celle du capitalisme qui les engendre. Il y a eu dans le passé des scandales, il y a aujourd'hui des scandales et il y aura dans l'avenir d'autres scandales tant que ce système existe. Le véritable scandale, c'est le capitalisme lui-même" (9).

Notes

1 Jean Roger Petit-Frère: La révolution et la période postcoloniale. La naissance d'Haïti.1803-1804 Editions Pédagogie. P.69

2 Leslie J.R.Péan. Économie Politique de la corruption Tome II. L'État marron9 !870-!915).Maison neuve -Larose. P 349.

3 Leslie J.R.Péan. Économie Politique de la corruption Tome II. L'État marron9 !870-!915).Maison neuve -Larose. P.307

4 Leslie J.R.Péan. Économie Politique de la corruption. De Saint Domingue à Haïti 1791-1870. Éditions Mémoire. P 11.

5 Leslie Péan ibid. P 10

6 Leslie J.R.Péan. Économie Politique de la corruption. De Saint Domingue à Haïti 1791-1870. Éditions Mémoire. P. 28-29.

7 Leslie J.R.Péan. Économie Politique de la corruption Tome II. L'État marron9 !870-!915).Maison neuve -Larose. P 355

8 Leslie J.R.Péan. Économie Politique de la corruption Tome II. L'État marron9 !870-!915).Maison neuve -Larose. P 269

9 Mohamed Belaali: Qu'elle est jolie la république bourgeoise ! (Acte 2). Disponible sur " https://www.legrandsoir.info/qu-elle-est-jolie-la-republique-bourgeoise-acte-2.html"

Marc-Arthur Fils-Aimé
12 mai 2018

Nicolas Maduro trace les six lignes d'action de la nouvelle étape de la révolution bolivarienne !



Nicolas Maduro devant la plénière des députés constituants, lors de la session extraordinaire du jeudi 24 mai où il prêtait serment en tant que président réélu pour la période 2019-2025

« Nous devons opérer un changement radical, une rectification en profondeur, et un profond réapprentissage. Nous ne faisons pas les choses correctement et nous devons changer ce pays » a déclaré Nicolas Maduro devant la plénière des députés constituants, lors de la session extraordinaire du jeudi 24 mai où il prêtait serment en tant que président réélu pour la période 2019-2025.

Dans son discours, Maduro a appelé à « une transformation de la direction de la révolution. Nous n'en faisons pas assez et nous ne nous débrouillons pas bien. Nous faisons de bonnes choses, mais cela ne veut pas dire que nous en faisons assez ! Vous devez faire des choses encore et mieux, au-delà des slogans et des applaudissements. Pour résoudre les problèmes, il n'y a pas d'excuses … nous avons tous les gouvernorats, les mairies, les conseils législatifs, la Constituante ! ».

Le chef de l'Etat a tracé six grandes lignes d'action :

1. Un processus de réconciliation nationale pour lequel il a demandé de commencer un processus de libération des dirigeants d'opposition emprisonnés pour leur responsabilité dans les violences des guarimbas de 2017 : « Il y a un ensemble de personnes emprisonnées pour la violence politique. Pas de pardon pour les assassins ; mais je veux que d'autres soient libérés et que cela donne l'occasion d'un processus national de réconciliation avec ceux qui n'ont pas commis de crimes graves. J'annonce une large politique de rencontre et de pacification pour que ceux qui étaient dans la violence se retrouvent dans le champ de la légalité et du respect de la Constitution ! ».

2. Reprise du travail en profondeur pour atteindre la croissance économique, le renforcement d'un accord de production. « Pour stabiliser l'économie et restaurer la croissance économique, je tendrai la main à tous les patrons du pays : petits, moyens ou grands. Je convoque toutes les entreprises nationales et internationales qui travaillent dans le pays. Nous allons refaire le système de distribution, de commercialisation et de fixation des prix de tous les produits » insistant sur la nécessité de renforcer les Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production (CLAP). « Je veux entendre les communes, les membres des communes, écouter leurs problèmes, leurs diagnostics et leurs solutions. Je veux les recevoir par secteurs et écouter leurs propositions. »

3. Renforcer la lutte contre la corruption pour garantir l'efficacité de la gestion du Gouvernement. Evoquant des fléaux comme la vente du papier monnaie revendu ensuite sur la frontière avec la Colombie, ou le vol et la revente de produits distribués par les Comités Locaux d'Approvisionnement et de Production, Nicolas Maduro a aussi exhorté les Vénézuéliens à travailler à la construction d'une nouvelle éthique morale, citoyenne et patriotique pour affronter et surmonter les difficultés qui affectent directement le peuple et a annoncé que face à cette situation, il va approfondir l'offensive contre la corruption, la bureaucratie et notamment prendra prochainement des mesures avec l'Inspection des Institutions du Secteur Bancaire (SUDEBAN) et les gouverneurs du pays.

4. Le renforcement et la multiplication des réussites du Pouvoir Populaire, du Système de Sécurité et de Protection Sociale, y compris le Carnet de la Patrie, la nouvelle éducation publique et toutes les nouvelles expériences surgies du pouvoir communal. Maduro a demandé d'intensifier les foires agricoles directes du producteur au consommateur et des marchés populaires municipaux « qui, dans leur grande majorité, sont aux mains de mafias qui fixent les prix de la viande et des légumes. Et où est le Gouvernement ? » a -t-il demandé en répétant la question que se posent les gens dans la rue.

5. La défense du pays face aux agressions de l'impérialisme nord-américain et sa politique de sanctions : « Pendant ces cinq derniers mois, nous avons été victimes de fortes attaques et nous allons continuer à être attaqués. Les sanctions demandées par la droite d'Antonio Ledezma, Julio Borges et Omar Barboza frappent tous les Vénézuéliens. Ces sanctions ne m'intimident en rien mais ce que je peux dire au peuple vénézuélien, c'est qu'elles feront souffrir tous les nôtres. Elles nous empêchent d'obtenir de l'argent pour faire des transactions, pour faire les importations nécessaires au pays. Nous allons les affronter ; mais je ne peux tromper personne : elles vont nous créer de graves et douloureuses difficultés. Ces sanctions signées par Donald Trump seront surmontées tôt ou tard ! »

6. Le socialisme comme stratégie de la Révolution. Lors des élections du 20 mai, « le Venezuela a ratifié à nouveau notre socialisme du XXI° siècle : indépendantiste, solidaire, rebelle, chrétien, bolivarien. Nous devons construire le socialisme dans tous ses aspects. »

Les relations avec la Colombie

Maduro a rappelé que l'actuel président colombien Juan Manuel Santos quittera son poste le 7 août prochain et que des secteurs proches d'Alvaro Uribe sont prêts à mener « des actions de provocation sur la frontière entre la Colombie et le Venezuela. » Il a demandé au ministre de la Défense Vladimir Padrino López, d'être très vigilant sur ces plans pour que la Force Armée Nationale Bolivarienne (FANB) active au plus haut niveau ses services de renseignement. Il a appelé à rétablir l'unité, la paix et le dialogue avec le pays voisin et en ce qui concerne les élections présidentielles du dimanche 27 mai en Colombie a déclaré : « J'espère que le nouveau président élu aura la hauteur, le courage de rétablir les relations avec le Venezuela que Juan Manuel Santos a détruites par sa propre faute et par sa propre responsabilité. »

PDVSA doit augmenter sa production

Le Président a aussi appelé à augmenter la production de PDVSA d'un million de barils : « Qui va le faire ? Maduro? Où sont les ouvriers du pétrole ? Je compte sur toi, Wills Rangel, ou non ? » a-t-il dit en s'adressant au député à la Constituante président de la Fédération Unitaire des Travailleurs du Pétrole. « J'ai nommé Manuel Quevedo, il a les pleins pouvoirs dans l'industrie du pétrole » a-t-il lancé au Président de l'entreprise pétrolière d'Etat. « Fais tous les changements que tu dois faire ! Je veux une PDVSA socialiste, éthique, souveraine, productive. »

Selon les données officielles de l'OPEP, la production pétrolière vénézuélienne pour avril 2018 a été de 1 436 000 barils par jour.

Venezuela Infos 25 mai 2018

Le Bin Laden d'Amérique latine est mort !

Par Hernando Calvo Ospina

Le Bin Laden d'Amérique latine vient de mourir en Floride, dans la nuit de mardi à mercredi. Luis Posada Carriles était un terroriste d'origine cubaine, que la grande presse mondiale définit simplement comme un « anticastriste notoire ». Il est parti à l'âge de quatre-vingt-dix ans et sans payer pour tous ses crimes. Jusqu'au bout, il a été protégé par le gouvernement des Etats- Unis, en particulier par la CIA et la famille Bush.

Son nom est devenu célèbre lorsqu'on a su qu'il était l'un des auteurs intellectuels de l'explosion de l'avion de Cubana de Aviación, le 6 octobre 1976, avec 73 passagers à bord, peu après son décollage de l'aéroport Seawell des Barbades. Il fut capturé au Venezuela, où il travaillait pour les services de sécurité de ce pays. Après quelques brèves années de prison, la CIA l'aida à s'enfuir et l'amena en Amérique centrale pour qu'il apporte sa collaboration à la guerre de terreur que Ronald Reagan et son vice-président George Bush père menaient contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua dans les années quatre-vingt.

Voici quelques détails pour mieux connaître le parcours de ce terroriste, ainsi que les noms de quelques-uns de ses protecteurs et complices (*).

Posada Carriles avait été recruté par la CIA en 1960. Dans une interview donnée au New York Times le 12 juillet 1998, il avouait : « La CIA nous a tout appris… tout. Comment utiliser les explosifs, comment tuer, comment fabriquer des bombes… ils nous ont entraînés à mettre sur pied des sabotages ».

Il fut de ceux qui avaient été sélectionnés pour participer aux opérations spéciales contre Cuba. Après la Crise des Missiles, il s'enrôla dans l'armée étasunienne, où il obtint le grade d'officier.

De nombreux enquêteurs le désignèrent comme l'un des participants au complot qui entraîna la mort de Kennedy.

La CIA le mit en relation avec la Représentation Cubaine en Exil (RECE), organisation qui recevait d'importants



Michel Ange Gédéon un directeur sans pouvoir

fonds de Bacardi, l'entreprise productrice de rhum (1). L'objectif de départ de la RECE était de préparer une nouvelle invasion de Cuba, après la dite Crise des missiles, mais elle dût s'en tenir à une série d'actions terroristes contre la population civile.

Posada Carriles quitta la RECE pour partir au Venezuela. Il raconte, dans son autobiographie (2), qu'en 1969 il intègre les services de sécurité politique de ce pays, suite aux instructions de la CIA. « Quelques-uns parmi nous ont été recommandés à différents gouvernements, pour agir comme instructeurs de personnel dans le domaine de la lutte antisubversive, ou comme conseillers en matière de sécurité nationale. »

Il occupa au Venezuela le poste de Commissaire en Chef à la DISIP. « Cette situation m'a permis de combattre sans trêve les ennemis de la démocratie vénézuélienne. » Ce qui signifia la torture et la mort pour de nombreux citoyens de l'opposition, et pas seulement de l'opposition armée.

En 1974, sans perdre le contact direct, il se détacha officiellement de la DISIP pour créer sa propre entreprise de sécurité et partit pour les Etats-Unis afin d'y acquérir le matériel dont il aurait besoin.

Irangate et Contragate

Le 7 octobre 1986, les autorités sandinistes présentèrent à la presse un prisonnier nommé Eugene Hasenfus. Le lendemain, le journal officiel Barricada publia en pleine page à la une, une photo qui allait faire le tour du monde. Un jeune homme, aux traits indigènes, portant une croix au cou et un uniforme vert olive, tenait une corde au bout de laquelle se trouvait un homme blond, grand et corpulent, les mains ligotées.

C'était l'unique survivant. La fusée avait touché l'avion de transport militaire, sous les yeux incrédules des jeunes soldats qui la lancèrent. L'engin s'écrasa au sol avant que les deux autres Etasuniens n'aient eu le temps de sauter en parachute. Tous trois étaient vétérans d'Air America et membres de l'équipe qui ravitaillait la Contra en larguant du matériel militaire. Cela se produisit le 5 octobre, près de la frontière du Costa Rica. Dans les débris de l'avion, on trouva plusieurs documents compromettants pour la CIA.

La nouvelle fit l'effet d'une bombe au cœur du pouvoir à Washington, mais depuis Reagan jusqu'au bas de l'échelle, on fit en sorte de ne pas lui accorder trop d'importance, d'abord en niant une quelconque responsabilité. Mais cette attitude ne dura pas longtemps.

La presse découvrit le lieu de résidence clandestin de Hasenfus à San Salvador et un agenda comportant le numéro direct du bureau de North à Washington, ainsi que ceux de Secord en Virginie et du chef du bureau de la CIA à l'ambassade du Costa Rica. Les choses empirèrent avec les déclarations du mercenaire, vétéran du Viêtnam. Il déclara, par exemple, que ses chefs au Salvador étaient deux officiers de la CIA, nommés «Max Gomez» et «Ramón Medina». Les journalistes eux-mêmes se chargèrent de vérifier qu'il s'agissait des pseudonymes de Luis Posada Carriles et Félix Rodríguez [qui a donné l'ordre de tuer le Che Guevara, au nom de la CIA]

Le scandale prit forme. Apparemment, de hauts fonctionnaires de la Maison Blanche et de la CIA travaillaient à une opération secrète, interdite par le Congrès. Et ce n'était pas tout: ils le faisaient avec un homme qui se prétendait officier de l'Agence, tout en étant pourtant impliqué dans l'explosion d'un avion civil et évadé d'une prison vénézuélienne.

Dans son autobiographie (3), Posada se souvient que, peu de temps après la capture d'Hasenfus, « J'apparus en première page du Miami Herald, le journal de Miami. » Il raconte qu'au Salvador se produisit un grand trouble, car la presse internationale localisa « deux des maisons où vivaient les pilotes, et détecta même la

suite à la page(18)

Suite de la page (17)

mienne. » La phrase suivante confirme le niveau de commandement qu'il avait à Ilopango : « J'ai interdit aux Nord-américains de sortir de la maison. » C'est alors que l'attention de la presse fut détournée par un tremblement de terre qui accabla la population de San Salvador, mais servit les mercenaires de la CIA. «Nous en avons profité, dit Posada, pour transférer tout le personnel, trente hommes environ, sur la Base d'Ilopango. La force aérienne [salvadorienne] m'a prêté des camions et du personnel militaire en uniforme et, cette nuit-là, nous avons transporté des caisses de documents, nous avons déconnecté les radios et les grandes antennes des toits. L'armement et tout le matériel sensible ont été déménagés et stockés sur la Base Aérienne.»

Il n'y a pas que dans son livre que Posada raconte son histoire ainsi que les dessous d'Ilopango. Selon un document déclassifié par le FBI, il eut une entrevue avec deux «agents spéciaux» de cet organisme, le 3 février 1992 (4). Alors qu'il était recherché pour terrorisme, la rencontre eut lieu à l'ambassade étasunienne même, à Tegucigalpa. Là, il leur raconta que "[Félix] Rodríguez et d'autres amis cubains l'aidèrent à sortir du Venezuela et à se réinstaller au Salvador." Dans ce pays, ils lui remirent des papiers d'identité avec un nouveau nom et une autorisation de port de tous types d'armes. Il commença à travailler pour le « Projet fournitures» fin 1985. Il apprit que Chichí Quintero était une sorte de "gérant", car il «allait et venait entre Washington et San Salvador, rapportant de l'argent et des instructions.» Les agents du FBI ont noté que Posada «garde à l'esprit que l'argent n'a jamais semblé poser de problème.»

Posada Carriles, le Bin-Laden latino pardonné…

Pendant les premiers mois de l'Iran-Contra, Luis Posada Carriles devint le cauchemar du vice-président Bush. Personne ne pouvait croire que ce dernier ignorait la participation du terroriste à l'opération d'approvisionnement en armes de la Contra. Il fallait le faire disparaître de la scène publique, ce qui se fit grâce à la complicité des gouvernements du Salvador, du Guatemala et du Honduras. Mais Washington a toujours su où il se trouvait, comme le prouve l'entretien qu'il eut en 1992 avec deux agents du FBI, à l'Ambassade étasunienne à Tegucigalpa.

En 1997, une vague d'attentats à la bombe contre des hôtels et des sites touristiques eut lieu à la Havane. Plusieurs personnes furent blessées et un jeune Italien fut mortellement touché. Les autorités cubaines arrêtèrent deux Centraméricains en tant que responsables matériels. Ceux-ci avouèrent qu'ils avaient agi sous les ordres de Posada Carriles. Les 12 et 13 juillet 1998, le New York Times publia une longue interview de cet ancien agent de la CIA, homme de l'Equipe de choc, dans un lieu tenu secret mais qui se révéla être Aruba.

Le journal disait que « pour la première fois, Posada décrivait le rôle qu'il avait joué dans certains des épisodes importants de la guerre froide. » Il précisait que la véracité de ses déclarations pouvait être confirmée par des documents officiels déclassifiés, et que les autorités étasuniennes avaient fermé les yeux afin que Posada puisse agir en toute liberté.

Parmi les faits que Posada raconta avec un cynisme absolu et qui firent scandale aux Etats-Unis, figurait celui-ci: la Fondation Nationale Cubano-Américaine (FNCA) avait financé les attentats. Il est à noter que la quasi-totalité des plus grands dirigeants de cette organisation ont eu des liens avec les services de sécurité de ce pays, à partir de la tentative d'invasion de Cuba par la Baie des Cochons. La Fondation fut l'instrument du Parti Républicain et des Bush. Différentes enquêtes ont démontré sa complicité avec plusieurs terroristes qui travaillèrent pour l'Equipe de choc. Bacardi, l'entreprise productrice de rhum, y a exercé une grande influence.

Pour le New York Times, Posada admit sa responsabilité intellectuelle dans les attentats de La Havane, qu'il qualifia d'« actes de guerre », permettant de semer le doute sur la stabilité de l'Etat cubain et de ses Forces armées. « Cet Italien était au mauvais endroit, au mauvais moment », déclara-t-il à propos de la mort de ce citoyen. Ni ce crime, ni les autres commis au cours de son activité terroriste ne pèsent sur sa conscience: « Je dors comme un bébé ».

« Comme vous pouvez le constater, déclara ensuite le terroriste aux journalistes, ni le FBI, ni la CIA ne me dérangent, et je suis neutre devant eux. Quand je peux les aider, je le fais. » Il reconnut qu'il possédait des passeports de quatre nationalités, sous différents noms. L'un d'eux était étasunien et il l'utilisait « occasionnellement » pour aller « officiellement » dans ce pays.

Grâce à des informations remises par les autorités cubaines, le 17 novembre 2000, Posada Carriles fut arrêté dans la ville de Panama, avec Gaspar Jiménez, Pedro Remon et Guillermo Novo Sampol, tous vétérans de la CIA, du Projet Cuba et de l'Equipe de choc. Ils préparaient un attentat pour le lendemain à l'Université, quand le président Fidel Castro s'adresserait à plus de mille étudiants. Cela aurait été une hécatombe. Le dirigeant cubain était arrivé à Panama pour participer au dixième Sommet Ibéro-Américain.

Le 20 avril 2004, la justice panaméenne condamna Posada Carriles et Gaspar Jiménez à huit ans de prison pour délits à l'encontre de la sécurité publique, mise en danger de la communauté et usage de faux. Les autres furent condamnés à sept ans. Mais la présidente panaméenne Mireya Moscoso les gracia pour "raisons humanitaires", le 26 août 2004, cinq jours avant la fin de son mandat. Deux avions vinrent les chercher depuis les Etats-Unis. Posada se rendit dans un pays d'Amérique Centrale et les autres retournèrent directement en Floride sans rencontrer d'obstacles majeurs. D'après ce que l'on sut peu après, Posada avait des papiers d'identité délivrés par l'Ambassade étasunienne au Panama.

En mars 2005, le terroriste entra irrégulièrement sur le territoire étasunien depuis le Mexique. Au début, il sollicita l'asile politique par l'intermédiaire de son avocat, pour éviter la demande d'extradition sollicitée sur le champ par le Venezuela, où il avait fui la justice. Malgré cela, en mai, le Département d'Etat affirmait encore que Posada n'était pas aux Etats-Unis. Jusqu'au 17 mai, lorsque le Miami Herald interviewa Posada quelque part en Floride. Comme il était difficile de faire autrement, il fut arrêté le jour même pour entrée illégale sur le territoire étasunien.

Sans le dire ouvertement, à plusieurs reprises Posada Carriles « a fortement suggéré que s'il parlait, il pouvait causer de graves problèmes au FBI, à la CIA, au gouvernement et… au clan Bush. » (5)

Rien de si étonnant donc, dans l'annonce du gouvernement de Bush fils en janvier 2006 envisageant la possibilité de libérer Posada Carriles sous caution. Ce qui fut fait le 19 avril 2007, suite au versement de 350.000 dollars par ses amis. Les appels internationaux demandant son extradition ou un jugement pour terrorisme furent sans effet. Une fois de plus, le voile de l'impunité recouvrait un membre de l'Equipe de choc. Une fois de plus, c'était un membre du clan Bush qui s'en était chargé. En pleine prétendue « guerre contre le terrorisme ».

Le 27 août 2008, le président du Honduras, Manuel Zelaya, dévoila que Charles Ford, l'ambassadeur des Etats-Unis dans son pays, avait déposé, en janvier 2006, une demande de visa pour Posada Carriles. C'est à dire que la Maison Blanche avait envisagé la possibilité d'installer le terroriste au Honduras si la procédure « légale » lui permettant de rester aux Etats-Unis se compliquait. « Il était impossible de donner un visa à Luis Posada Carriles, alors qu'il était soupçonné d'actes terroristes. Je constate qu'ils [les Etats-Unis] défendent ce type de terrorisme. », souligna Zelaya. C'était la première fois qu'un président hondurien refusait quelque chose à Washington. Cela fut certainement un acte de dignité de Zelaya sur le chemin qui, malheureusement, l'amena à subir un coup d'Etat le 28 juin 2009.

Ainsi, à Miami, Posada Carriles devint le voisin de plusieurs hommes de l'Equipe de choc impliqués dans des actes terroristes, comme Orlando Bosch, l'autre responsable intellectuel de l'attentat terroriste contre l'avion commercial de Cubana de Aviación. On comprit de nouveau que pour Washington il y avait de bons et de mauvais terroristes, au gré de leurs propres intérêts.

« Monsieur Bush, que savez-vous à propos de Luis Posada? »

Douze ans auparavant, le 7 septembre 1988, pendant une audience spéciale du Sénat, le sénateur étasunien Thomas Harkin avait posé une série de questions à George Bush père, vice-président et candidat à la présidence (6). L'interpellé n'était pas présent ce jour-là, mais par la suite non plus il ne daigna répondre aux questions, puisqu'il n'y était pas obligé, de par sa haute investiture. En voici deux : « […] l'électeur nord-américain a droit à des réponses de George Bush sur certaines questions difficiles, à propos de ses relations et de celles du bureau vice-présidentiel avec un terroriste international connu, Luis Posada Carriles.

Question 1: Monsieur Bush, que savez-vous à propos de Luis Posada? […]. »

« Question 4: Mr Bush, Lorsque vous étiez directeur de la CIA en 1976, avez-vous enquêté sur le rôle joué par Posada et d'autres Cubains dans l'attentat contre l'avion de Cubana? […] Posada était non seulement membre du CORU, mais il travailla aussi sous contrat pour la CIA jusqu'en 1975. […] La véritable question est, compte tenu des liens passés de Posada avec la CIA, de la connaissance qu'avait la CIA de la collusion entre les Cubains et l'attentat contre l'avion de ligne ainsi que l'attentat de 1976 contre Letelier, pourquoi, en tant que directeur de la CIA, n'avez-vous pas eu connaissance de l'existence de Posada à ce moment-là ? Pourquoi aucune action n'a-t-elle été entreprise? »

* Extraits du livre: L'Equipe de choc de la CIA. Hernando Calvo Ospina. Le Temps des Cerises. Paris, 2009.

Notes

1) Calvo Ospina, Hernándo. Rhum Bacardi. CIA, Cuba et mondialisation. EPO, Bruxelles, 2000. Voir aussi: Vargas Llosa, Álvaro. El Exilio Indomable.
2)Op;cit.
3) Posada Carriles, Luis, Los caminos del Guerrero, Sans éditeur ni pays de publication connus. Août, 1994.
4) Posada Carriles, Luis, Los caminos del guerrero. Idem.
5) FBI. Dossier # IC-600-1. Date de transcription: Washington, 07/02/1992.
6) Lemoine, Maurice, «Posada Carriles (Luis)», Le Monde diplomatique, Paris, avril 2008
7) Session du Sénat, 7 septembre 1988. Congrès 100, Seconde Session. Acte du Congrès 134 S 13037. Référence: Vol. 134, No. 131. Washington DC.

Investig'Action 24 Mai 2018

Suite de la page (11)

faire respecter la souveraineté nationale et les décisions du peuple. Je parle également des élections au Paraguay, où l'opposition, réunie dans le Front GANAR, a obtenu 47,8% des voix, empêchant ainsi la droite d'obtenir la majorité absolue. Je me réfère à la situation au Nicaragua, où les antennes habituelles de la CIA ont essayé de mettre en branle un processus de subversion en manipulant des différends au sein du gouvernement sur la réforme de la loi sur les nouvelles cotisations de retraite. Je me réfère à la situation au Brésil où, dans le but de mener à bien le projet de privatisation totale des ressources naturelles et structurelles en faveur des multinationales, l'ex-président Lula a été arrêté et condamné à tort pour empêcher sa victoire aux élections présidentielles d'octobre. Je me réfère à la situation de l'Argentine, que le gouvernement conservateur de Mauricio Macri a de nouveau fait plonger dans le bourbier de la récession. Je fais référence à la situation en Colombie, où l'accord de paix avec les FARC commence à être remis en question, et celui avec l'ELN reste toujours plus incertain et lointain.

Achille Lollo : Le 18 Avril les ministres des Affaires étrangères du Brésil, de l›Argentine, la Colombie, du Chili, du Paraguay et du Pérou ont déclaré que leurs pays respectifs suspendaient temporairement leur adhésion à l›UNASUR. Alors, l'UNASUR risque-t-elle de connaître le même sort que le Mercosur?

Luciano Vasapollo: C'est possible, c'est un grand risque ! D'ailleurs, c'est ce que les USA ont toujours voulu, et qu'ils ont obtenu grâce à l'aide de M. Luis Almagro, alias M. Pancake. N'oublions pas que les controverses et les divisions du Mercosur ont commencé au moment précis où Almagro a déclaré : « ... Nicolas Maduro ne peut pas assumer la présidence du Mercosur car c'est un dictateur. » Malheureusement, l'élection du conservateur Sebastian Piñera Echenique au Chili, et l'opportunisme du président péruvien, Martin Vizcarra, ont conduit à l'effondrement de l'UNASUR, au point que le ministre des Affaires étrangères du Paraguay, Luis Loizaga - l'un des auteurs de la destitution du président Fernando Lugo - a déclaré que « ... l'UNASUR avait besoin d'un nouveau lavage idéologique ... ».

Il est clair que derrière ce scénario s'agitent des hommes liés aux maîtres de la Maison Blanche qui essaient de saper les projets d'UNASUR - en particulier les programmes énergétiques régionaux - pour remettre en selle les formules libérales qui, dans le cadre du « Consensus de Washington », prévoyaient de recycler le Mercosur en l'associant à l'Alliance du Pacifique, où les multinationales US tirent les ficelles. Cependant, ce que je trouve très grave c'est qu'ici, en Italie et dans l'Union européenne, la soi-disant gauche eurocentriste et réformiste, et même certains secteurs de la gauche, feignent d'ignorer la situation en Amérique latine, afin de ne pas être obligés de prendre une position politique bien définie.

Achille Lollo : Le silence de la « Grande Presse » et en particulier celui des représentants de la droite vénézuélienne confirme les prévisions de victoire du Front populaire et donc du Président Maduro au Venezuela. Penses-tu qu›un nouveau succès de chavisme rendra encore plus agressive la stratégie impérialiste qui considère maintenant Cuba et le Venezuela comme des « ennemis communs » ?

Luciano Vasapollo: Les USA encouragent la subversion, le sabotage et le terrorisme médiatique contre le gouvernement bolivarien et contre le président Nicolas Maduro, parce que ceux-ci empêchent les multinationales US d'exploiter les grandes richesses pétrolières et minérales du Venezuela. Si Chavez avait permis à Chevron, Mobil et Texaco de continuer à pomper le pétrole et le gaz du Venezuela comme par le passé, la Sixième flotte US serait sans doute restée amarrée à la base navale de Norfolk.

Malheureusement, les intérêts économiques des compagnies et les courtiers de Wall Street ne laissent espérer aucun moment de paix pour le Venezuela, comme pour Cuba. Je suis sûr que, suite à la victoire du Front populaire et à la confirmation du président Nicolas Maduro à la tête du Venezuela, les USA vont accroître leurs pressions et leurs sanctions économiques et financières. Car en attaquant le Venezuela sur le plan économique et financier, les USA tentent de fragiliser l'ALBA, et ainsi faire revenir dans leur sphère d'influence tous les petits pays des Caraïbes. Certains d'entre eux avaient rejoint l'ALBA pour profiter des avantages des contrats pétroliers passés avec Petrocaribe. En fait, si le gouvernement vénézuélien continue d'être obligé d'importer 80% des produits alimentaires et industriels, qui auparavant étaient produits par l'industrie vénézuélienne, la compagnie pétrolière nationale, la PDVSA, ne pourra certainement plus offrir de garantie quant aux prix spéciaux et aux quantités de pétrole prévues à Petrocaribe. À cet égard, je voudrais rappeler que la destitution parlementaire au Paraguay du président Francisco Lugo a empêché la signature de l'accord avec Petrocaribe, la participation du Paraguay à l'ALBA et le vote de ce pays en faveur de l'entrée du Venezuela dans le Mercosur. Cependant, une victoire majoritaire du Front populaire au Venezuela est d'une extrême importance, car elle peut réveiller dans de nombreux pays du continent latino-américain l'espoir et la volonté de consolider la démocratie et la souveraineté populaire.

NdE

* Matteo Salvini, leader de la Ligue (ex du Nord) et Luigi Di Maio, leader du Mouvement 5 Etoiles (M5S), mènent des tractatives pour tenter de former un gouvernement depuis les élections du 4 mars dernier, d'où aucune majorité de « gouvernabilité » n'est sortie. Ils viennent de convenir que si aucun accord n'était trouvé pour mettre sur pied un gouvernement, des élections législatives anticipées devraient se tenir le 8 juillet en Italie, tandis que le Président de la République Mattarella propose de former un gouvernement «apolitique» pour traiter les affaires courantes.

** Les élections législatives du 4 mars 2018 en Italie ont utilisé un système proportionnel mixte, avec 37 % de sièges alloués au scrutin uninominal majoritaire à un tour et 63 % au scrutin proportionnel, dont 2 % réservés pour les Italiens résidant à l'étranger (vote par correspondance uniquement). Le Sénat et la Chambre des députés ont utilisé tous deux la méthode de Hare pour l'attribution des sièges. Le seuil est de 3 % pour avoir des élus à la proportionnelle (plus un seuil de 20 % sur une base régionale au Sénat). Ce seuil est porté à 10 % pour les coalitions. En dessous de 1 % les voix obtenues par les partis en coalition ne comptent pas.

Traduit par Jacques Boutard
Edité par : Fausto Giudice
Tlaxcala/La Pluma 9 mai 2018

Suite de la page (19)

un hymne de la diaspora nostalgique ; repris par d'autres groupes du terroir et voix du terroir et d'ailleurs ; dont les fameux ''Dadou" et ''Ti manno", ainsi que dans les explorations jazzées de ''Buyu" Ambroise. Cependant, au faîte de la gloire une crise éclata au sein du groupe et, Arsène fit le choix de se séparer de ses partenaires .Eventuellement, ce fut l'épisode du mort-né «A.A Express», pour donner place au groupe «Astros». Une initiative pourtant prometteuse, dans laquelle s'était mis l'inoubliable "Ti Manno". Mais, bingo !!!!, il fut appelé pour réintégrer un «Skah-shah» qui se débrouilla pourtant bien avec "Touco" Bouzi. De retour au #1 d'alors de New York, ce fut à nouveau le règne de l'auto -satisfaction d'un groupe au sommet et de son art.

Mais la voie des interdits, l'égoïsme et la collusion des grosses têtes, ayant pris le dessus; Arsène prit à nouveau la porte de sortie. Après avoir entre temps fait l'offrande d'un "big single" *en solo*, en s'attelant à la guitare acoustique. En emportant avec lui son cher nom: «Skah-Shah», pour s'engager dans des excursions tout à fait personnelles faites d'ombres et de lumières. Et en se définissant avec son «Skah-Shah d'Haïti #1 Plus», avec lequel, il produit deux albums. Après deux années basées en Haïti, il retourna à N.Y. pour connaître les affres de l'anonymat. Puis, il revint brièvement à la charge dans des ''stints" avec les «Frères Déjean», et en collaborant dans l'album**:** ***"l'Essence"*** de "cubano". S'illustrant aussi dans de vives explorations avec Guy Durosier dans l'oeuvre: ***"Dix ans après"***.

Il demeure entre temps très sollicité dans les Antilles pour asperger sa magie percussive; jusqu'à d'autres retrouvailles dans un «Skah-Shah» amputé de: Loubert, "Zouzoul", "Tifrè", Gary, "Kôkò", Ramponnau, "Tikran", dominé par son pote Jn Elie. Là encore, la trève fut de brève durée, car quelque temps après, il fut à la tête d'un «Skah-Shah» (réconcilié) composé des déserteurs: Loubert, Gary, Saint Victor, Lavelanet, Gauthier etc. Mais un autre échec s'ensuivit et, Arsène s'en alla cette fois-ci, après une courte période sabbatique; pour revenir avec son «Skah-Shah #1 plus», dans l'oeuvre: ***"Vitamin konpa"***, tout à fait prisé prouvant qu'il lui restait beaucoup de jus encore après plus de trente années de carrière musicale. Ayant cru durement que le meilleur était encore devant lui.

Se trouvant même une nouvelle passion dans le vibraphone, instrument qu'il joua d'ailleurs sur ce cd. Aussi bien que sur une autre production concoctée aux Antilles: ***"Alliance: an konpa",*** dans laquelle il fit de fructueuses excursions à la guitare et des perspectives au ***konpa.*** Atteint de délire créatif, il pondit en été 2000 le cd: ***"Dédicace"***, agrémenté d'une pléiade de stars antillaises dont: JN P. Marthely, Dédé St Prix, Pipo Gertrude, Jn L. Guanel… Montrant encore l'étendue de son talent dans le show-business et comme le plus musicien des batteurs contemporains. Bien que ses récents opus (Ex'*'Cyclone Dean'*'), ainsi que d'autres collaborations successives se sont affirmés loin de sa splendeur d'antan tout en donnant l'air d'un déclin qui semble irréversible.

Pleins feux sur : Arsène Appolon (Port-au-Prince, 17 Mars , 1952)

« Le plus versatile des batteurs »

Par Ed Rainer Sainvill

Musicien hâtif, et percuteur multidirectionnel, Yves Arsène Appolon apparut à l'âge puéril dans le show business local, comme adhérent des baguettes. Adolescent, il exposait déjà ses talents sur le char carnavalesque du *kadans ranpa* de W. Sicot, en supplément de Edward Lafontant et de Luc "Ti Phillipe". Pourtant, c'est "Ti Charles" Delva, l'élégant batteur et maitre des timbales de Nemours Jean Baptiste qui fut l'idole du jeune écolier; lequel devint après, le protégé du célèbre Antalcidas O. Murat. C'est ainsi que le talentueux gamin épata de ces trucs, l'entourage du «Jazz des Jeunes» et son illustre devancier Daniel Mayala. C'est pourtant avec «Les légendaires» de Delmas et brièvement avec «Les Loups Noirs», que l'adolescent exceptionnel fit ses débuts de professionnel. Distillant son tempo coloré fait d'inventivité qui lui valut d'être engagé par "l'immortel" «Shleu Shleu» (2ème version); appelé à la réformation et, dont les membres originaux et leur batteur Smith Jean Baptiste avaient muté à New York définitivement.

A cette étape, son ascendance fut impressionnante; s'illustrant dans un style personnel qui donne la priorité à l'efficacité, à l'impeccabilité du tempo et à la créativité; ponctuations sophistiquées, fleuries, maitrise de la grosse caisse, roulements spectaculaires, accompagnement accentué, tout en finesse, vélocité et coloration mélodique. Structures complexes, pulsations et renversements, sont les caractéristiques de ce remarquable batteur du terroir. Expressif dans la sobriété, son sens du vedettariat l'ayant mis au devant de la scène, il prit part, de par ses compositions et ses prestations au succès du groupe. Mais, attiré par de nouvelles aventures, il émigra à New York à la fin de l'année 1973, en avance sur ses partenaires d'Haïti pour le coup d'envoi au printemps 1974 à la formation du «Skahshah #1» parrainé par le défunt G. Francis.

Appellation dont Arsène fut à l'origine du choix, avec l'approbation de ses collègues "Cubano", Loubert, "Ti frè", Mario, "Dodo" Mews etc., venus le rejoindre quelques mois plus tard. On connait la suite, un début tonitruant, un groupe exceptionnel, et par dessus tout, un musicien, compositeur, batteur étonnant et aussi guitariste malgré lui. Des tubes «appolloniens » à faire raffoler le public: *Regret, Un sourire, Nèg Ginen, Le jour, Secret, Concerto pour Immaculée, Bontan* et entre autres, le méga hit *Haïti: "Matin an, mwen kouche jem louvri/ Gen you doulè k chita sou kè mwen/Mwen sonje peyi mwen/M oblije al pran bòs pou m al travay/De ran dlo koule nan zye*



Yves Arsène Appolon

mwen/O bondye ban m kouraj/Moun lakay mwen panse m "heureux"/Lè m pa ekri, yo kritike m/San yo pa konnen se kè m k ap rache/nan Nouyòk ,Solèy pa leve.

Lequel devint le morceau catalyseur, le tube fétiche du «Skah-Shah». Et aussi une sensation nationale,

suite à la page(18)





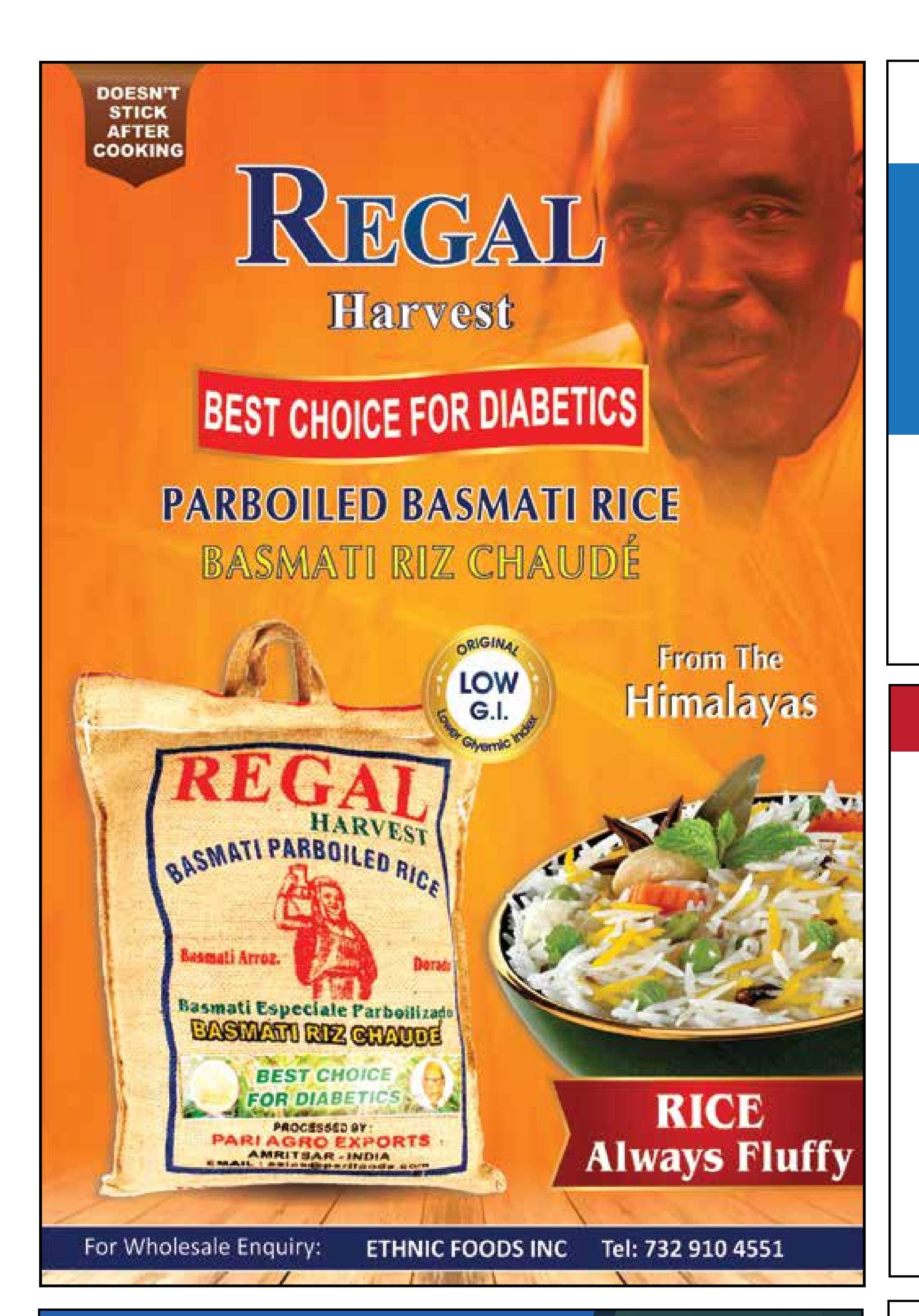


Experienced only in dryclean pressing. Must be able to work Monday-Saturday. Immediate opening

LaMar DryCleaners
6430 Pembroke Rd.
Miramar, FL 33023
Call 954.983.7519







CONFÉRENCE SUIVIE D'UN DÉBAT SUR THOMAS SANKARA



Avec Peter Thierjung
Vendredi 29 Juin 2018 7h PM
Haïti Liberté
1583 Albany Ave Brooklyn, NY 11210
Information : 718-421-0162

CONFÉRENCE- DÉBAT

Avec Alan Benjamin, de Socialist Organizer et membre du Comité Ouvrier International (COI)
Sur le thème : Pourquoi devrons-nous construire un parti ouvrier socialiste indépendant ?
Dimanche 17 juin 2018

7h PM
Au local de Haïti Liberté
1583 Albany ave Brooklyn, NY 11210
Information : 718-421-0162

GRANDE PREMIÈRE À HAÏTI LIBERTÉ

A l'occasion du 200ème anniversaire de naissance de Marx
Projection, suivie d'un débat du film de Raoul Peck: Le jeune Karl Marx
Vendredi 15 Juin 2018 7h PM



1583 Albany Ave Brooklyn, NY 11210 Information :
Haïti Liberté 718-421-0162
Jonathan Brown de Refuse Fascism :
917-776-4927



STARTING SALARY: $42,500
SALARY AFTER 5 ½ YEARS: $85,292

Begin your journey by pre-registering for the NYPD Police Officer exam at **nyc.gov/dcas**

The pre-registration period opens on **May 25,2018** and closes on **July 28,2018.**

Pre-registration is **required** before taking the exam.

For more information, visit **nyc.gov/nypd**


Facebook: NYPD Recruit

Twitter: @nypdrecruit

Instagram: @nypdrecruit

Linkedin: NYPD

EOE **NYPD**

Bebe Fritay

NOW 4 BROOKLYN LOCATIONS



- 1464 Rockaway Parkway 718.513.3655
- 826 Rogers Avenue 718.676.1636
- 82b East 18th Street 718.484.0242
- now open! 744 Utica Avenue 347.414.5388